

LE MINISTRE DE L'EDUCATION

Les cas de fraude n'ont pas affecté le bon déroulement du bac

Lire l'article de M. Aziza page 3



Ph.: Rachid K.

AGRESSION SIONISTE CONTRE L'IRAN

Le risque d'une catastrophe nucléaire n'est pas écarté

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2



A SA DEMANDE

Le président de la Cour constitutionnelle déchargé de ses fonctions

P. 4

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Mouvement dans le corps des chefs de daïra

P. 4

FINANCE ISLAMIQUE

Plus de 500 milliards de dinars de dépôts

P. 3

Agression sioniste contre l'Iran Le risque d'une catastrophe nucléaire n'est pas écarté

Mohamed Mehdi

Vendredi, 8^e jour de l'agression sioniste, les attaques israéliennes et les ripostes iraniennes se poursuivent. Ces dernières ciblent de plus en plus des objectifs stratégiques de l'entité d'occupation, utilisant de nouveaux missiles rendant encore moins efficaces les systèmes d'interception israéliens.

Comme à Ghaza, les bombardements israéliens ciblent, en plus des installations nucléaires, des sites civils dont des organismes de secours, comme les ambulances et les sièges du Croissant-Rouge iranien.

Hier, les médias iraniens ont rapporté qu'une explosion avait été entendue dans la ville d'Ahvaz, dans la province iranienne du Khuzestân (Sud-Ouest du pays). L'armée israélienne a affirmé avoir mené un raid sur le siège de l'appareil de sécurité intérieure iranien et ses unités spéciales dans la capitale Téhéran. De son côté, le directeur du bureau d'Al Jazeera à Téhéran a noté que l'entité sioniste bombarde le nord de l'Iran qui accueille des populations déplacées qui ont fui les attaques israéliennes sur l'ouest du pays.

Toujours concernant les attaques israéliennes contre l'Iran, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a déclaré que «le fait qu'Israël prenne pour cible des zones proches des installations nucléaires iraniennes augmentait le risque de catastrophe nucléaire», selon les propos rapportés par Al Jazeera.

Mme Zakharova a également souligné «la nécessité de résoudre cette question par des moyens pacifiques, politiques et diplomatiques, et de revenir à la table des négociations», critiquant l'Occident pour «son silence face à cette escalade et pour sa politique de deux poids, deux mesures».

L'IRAN DÉPLOIE SA 17^e VAGUE DE RIPOSTE

Dans une publication sur X, le président de la République islamique d'Iran, Masoud Pezeshkian, a appelé à «stopper inconditionnellement» l'agression sioniste, menaçant, le cas contraire, que «nos réponses à l'ennemi seront plus dures et plus regrettables».

«Nous avons toujours recherché la paix et la tranquillité, mais dans les circonstances actuelles, la seule façon de mettre fin à la guerre imposée est de «stopper inconditionnellement» l'agression de l'ennemi et de fournir une garantie définitive pour mettre fin aux aventures des terroristes sionistes pour toujours», a écrit M. Pezeshkian, avant d'ajouter : «Sinon, nos réponses à l'ennemi seront plus dures et plus regrettables». Quelques heures plus tard, l'Iran a déployé sa 17^e vague d'attaques, dans le cadre de l'opération «Promesse honnête 3», lancée par l'Iran suite à l'agression sioniste du 13 juin dernier.

Cette 17^e vague a été entamée tôt dans la matinée de vendredi, par un seul missile qui a pu déjouer les systèmes d'interceptions sophistiquées des Israéliens, faisant des dizaines de blessés et de très importants dégâts dans plusieurs bâtiments à Bi'r as-Sab' (district sud de la Palestine occupée).

Peu avant 13h (GMT), une vingtaine de missiles iraniens ont frappé des cibles à Haïfa, Guch Dan et Al Quds.

Un communiqué des Gardiens de la révolution précise que la 17^e vague de la «Promesse honnête 3» «comprendait un bombardement composite avec des missiles de longue portée et portant de lourdes charges», jusqu'à 700 kg, selon un expert irakien sur les plateaux d'Al

Jazeera. Selon la 12^e chaîne israélienne, citée par Al Jazeera, le missile tombé à Haïfa, non loin du port, a fait d'énormes dégâts. Des images qui ont fuité sur les réseaux sociaux montrent un épais champignon de fumée à la suite de l'explosion du projectile iranien.

La chaîne a également cité une déclaration du maire de Haïfa dans laquelle il affirme que l'attaque a touché «deux points stratégiques de la ville».

Les images diffusées montrent que l'explosion s'est produite à proximité du «Sail Tower» de Haïfa, le 2^e plus grand gratte-ciel de la ville, situé non loin d'un bâtiment gouvernemental.

Al Jazeera rapporte, citant des médias sionistes, que l'attaque iranienne a fait «au moins 21 blessés dont des cas graves». En outre, l'agence iranienne «Noor News» rapporte que les Gardiens de la révolution iraniens ont visé le siège de la chaîne Channel 14 à Haïfa avec des missiles «Sejil 3» après un avertissement préalable.

Les médias israéliens ont également rapporté que d'autres missiles iraniens ont frappé «la colonie d'Elkana, à l'ouest de la ville de Salfit, dans le nord de la Cisjordanie occupée», «un complexe ministériel du gouvernement» à Al-Quds occupée (faisant plusieurs blessés), et qu'un «bâtiment a été directement touché à Gush Dan».

Par ailleurs, Bloomberg, citant des responsables israéliens, a rapporté que l'Iran avait réussi à pirater des caméras de sécurité en Israël afin de recueillir des renseignements.

GHAZA : L'OCCUPATION VEUT LE CHAOS

Vendredi 623^e jour de l'agression sioniste et 111^e jour du siège total de Ghaza, l'armée génocidaire d'Israël continue ses massacres de la population civile et des demandeurs de l'aide alimentaire. Dans son bilan statistique de jeudi, le ministère palestinien de la Santé a indiqué que le nombre de victimes arrivés dans les hôpitaux, durant les précédentes 24 heures (mercredi), s'est élevé à 290 victimes, dont 69 martyrs et 221 blessés, portant le nombre total des victimes depuis le début du génocide israélien en octobre 2023, à 55.706 martyrs et 130.101 blessés.

Quant au bilan des massacres depuis la reprise des bombardements, le 18 mars 2025, il passe à 5.401 martyrs et 18.060 blessés.

Le bilan des bombardements israéliens depuis l'aube de vendredi, jusqu'aux environs de 14h (localement), a atteint 42 martyrs dont 25 personnes affamées, tuées sous les tirs de l'occupation israélienne dans une des fausses zones d'aide alimentaire près de l'axe de Netzarim.

Un peu plus tard, une source de l'hôpital al-Aqsa a déclaré à Al Jazeera que 8 personnes sont tombées en martyrs et plusieurs autres ont été blessées dans un raid israélien sur une maison à l'ouest de la ville de Deir al-Balah dans le centre de la bande de Ghaza.

SONDAGE : UNE MAJORITÉ DE BRITANNIQUES PENSENT QU'ISRAËL COMMET UN GÉNOCIDE À GHAZA

Un sondage britannique a montré qu'une proportion significative du public britannique pense qu'Israël commet un génocide contre les Palestiniens dans la bande de Ghaza, rapporte Al Jazeera citant une enquête réalisée par YouGov Research en collaboration avec Action for Humanity et le Centre for International Justice for Palestinians

Conseil de sécurité Bendjama exprime la volonté de l'Algérie à œuvrer pour la paix

L'Algérie a exprimé, jeudi à New York, par la voix de son représentant permanent auprès des Nations unies, l'ambassadeur Amar Bendjama, sa détermination à collaborer avec tous les partenaires internationaux afin de maintenir la paix et la sécurité internationales.

«L'Algérie demeure déterminée à collaborer avec tous les partenaires internationaux afin de s'attaquer aux causes profondes des conflits et de maintenir la paix et la sécurité internationales», a affirmé M. Bendjama, lors de son intervention à une réunion au Conseil de sécurité de l'ONU sous le thème, «Pauvreté, sous-développement et conflits: conséquence pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales».

Soulignant que le monde va bientôt célébrer le 80^e anniversaire de la signature de la Charte des Nations unies, il a également affirmé l'attachement de l'Algérie à «l'action multilatérale en faveur de la paix».

«Il ne s'agit pas là d'une option pour nous, mais d'un engagement authentique en faveur de la paix et du développement durable dans le monde entier», a-t-il soutenu.

Il a, en outre, fait remarquer que l'humanité était aujourd'hui témoin de «difficultés majeures», telles que l'escalade sans précédent de crises et de nouvelles menaces complexes qui jettent une ombre sur la situation socio-économique, en particulier dans les pays en développement.

A ce titre, M. Bendjama a signalé que «le programme 2030 nous offrait la perspective d'un avenir meilleur». Et pourtant, a-t-il regretté, «moins d'un quart de ces objec-

tifs sont actuellement atteints». Il a relevé que «ce manque de progrès a inévitablement une incidence sur la pauvreté qui augmente notamment dans les régions touchées par des conflits», notant que «cette tendance regrettable crée un terreau fertile pour l'extrémisme, la violence et le terrorisme».

Dans ce contexte, il a appelé à accorder la priorité tant à la sécurité qu'au développement à travers des «solutions d'ensemble et pérennes», soutenant que cette approche «permettra de créer des conditions propices au développement et à la paix».

Par ailleurs, le représentant permanent de l'Algérie à l'ONU a estimé que «les efforts consentis dans le cadre de l'examen des opérations de paix des Nations unies doivent se faire sous un prisme plus vaste qui n'empêche pas l'action en faveur du développement dans le cadre d'autres mécanismes».

Par conséquent, a-t-il dit, «nous demandons un processus d'adaptation général fondée sur des mandats conçus pour appuyer les efforts de développement et promouvoir les droits humains à travers de mécanismes onusiens efficaces».

M. Bendjama a indiqué que «l'Algérie considère que la consolidation de la paix est un outil essentiel du relèvement au lendemain des conflits», soutenant que «cette approche permet d'éviter la reprise de la violence, de consolider les institutions nationales et d'asseoir les principes de justice et de réconciliation et d'égalité».

Il a notamment insisté sur «l'importance de consolider la coordination entre les organismes onusiens et

les partenaires régionaux», tout en demandant particulièrement «un renforcement de la coopération avec l'Union africaine (UA) afin de concevoir des visions communes, une utilisation optimale des ressources et de mener des actions permettant de répondre aux besoins en développement en respectant les priorités des pays d'Afrique et l'agenda 2063».

Soulignant qu'il était urgent de lancer des initiatives en faveur de la paix, de la sécurité et de médiation, M. Bendjama a alerté sur le fait que ces initiatives soient actuellement «confrontées à des problèmes de financement».

«Une paix pérenne exige un engagement sans faille en faveur d'un financement permanent souple, durable et prévisible de ces initiatives de paix, sans oublier les stratégies de développement, y compris à travers des institutions financières internationales», a-t-il expliqué.

Il a également rappelé que «l'Algérie a toujours accordé la plus haute importance à la sécurité et au développement, des piliers essentiels de son action régionale, en particulier en Afrique».

«Mon pays a récemment lancé de vastes projets structurels notamment l'autoroute transsaharienne, le projet de fibre optique saharien et le gazoduc transsaharien. En outre, nous avons créé l'agence nationale pour la coopération, la solidarité et le développement international qui compte un budget d'un milliard de dollars», a-t-il rappelé, affirmant que «l'objectif est d'aider les pays d'Afrique dans leurs efforts de développement».

ANALYSE

El-Houari Dilmli

Le garde-manger de demain

Véritable trésor grandeur nature de l'Algérie, les vastes superficies agricoles de la partie méridionale du pays s'imposent comme un véritable garde-manger d'aujourd'hui et de demain. Des quantités record de cultures stratégiques, le blé dur en particulier, sont annoncées au titre de la saison des moissons-battages en cours. Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, a indiqué, la semaine dernière depuis la wilaya de Chlef, que la production de blé dur attendue durant la saison agricole 2024/2025 permettra d'assurer l'autosuffisance nationale pour toute l'année 2026 et de ne plus recourir à son importation. Avec une valeur générée de 37 milliards de dollars en 2024, l'agriculture représente le deuxième contributeur au PIB après les hydrocarbures (15%) et demeure un des secteurs économiques les plus importants et pourvoyeurs d'emplois. Autre atout de taille : l'assainissement du foncier agricole qui sera clos dès la fin de cette année, ce qui pourrait bien consolider la place du secteur agricole dans l'économie nationale. L'engagement de l'Algérie dans des partenariats étrangers pour développer le secteur agricole est

annonciateur d'un avenir meilleur, surtout en matière de nouvelles techniques culturelles et de savoir-faire. Le troisième Recensement général de l'agriculture (RGA), a fait état de plus de 230.000 nouvelles exploitations agricoles par rapport au précédent recensement de 2001, montrant les efforts soutenus des pouvoirs publics en faveur de la valorisation des terres et les investissements consentis pour le développement agricole. Experts et agriculteurs sont unanimes pour souligner que l'investissement dans le secteur agricole dans le Sud algérien permettra de créer des pôles industriels à même de contribuer au développement de toute la région. Il est clair, en effet, que l'investissement dans les cultures stratégiques dans le Sud permettra d'insuffler une dynamique de développement dans les wilayas du Sud, d'une part, et de répondre aux besoins croissants de la population à travers le pays. Les atouts et avantages qu'offre l'Algérie, notamment en termes de prix de l'énergie, rendent le pays attractif pour les investissements étrangers dans le secteur agricole, ce qui est de nature à permettre aux produits locaux d'accéder aux marchés internationaux à des prix compétitifs.

(CIJP). Parmi les personnes interrogées, «55% s'opposent aux attaques israéliennes, tandis que 15% seulement y sont favorables». Alors que «la grande majorité de ceux qui s'opposent aux attaques israéliennes (82%) pensent qu'Israël commet un génocide à Ghaza», explique encore Al Jazeera.

En outre, «65% des personnes interrogées soutiennent la mise en œuvre par le Royaume-Uni du mandat d'arrêt délivré par la Cour pénale internationale (CPI) à l'encontre de Benjamin Netanyahu».

Par ailleurs, Reuters a rapporté, hier, que des «militants pro-palestiniens» ont affirmé «avoir endommagé des avions sur une base militaire britannique».

«Des militants pro-palestiniens britanniques ont déclaré avoir pénétré par effraction, vendredi, dans une base de la Royal Air Force dans le centre de l'Angleterre et ont endommagé deux avions militaires» lit-on dans la dépêche de l'agence.

Selon la même source, il s'agit du groupe de campagne «Palestine Action» qui a déclaré que ses militants «étaient

entrés dans la base de Brize Norton, dans l'Oxfordshire, et s'étaient échappés sans être repérés».

«Des vols partent quotidiennement de la base à destination de la base aérienne d'Akrotiri, à Chypre», a déclaré le groupe sur X, accompagné d'une vidéo. «Des avions britanniques collectent des renseignements, ravitaillent des avions de chasse et transportent des armes pour commettre un génocide à Ghaza», ajoute Reuters, précisant n'avoir pas pu obtenir une réaction du ministère britannique de la Défense.

Le Quotidien D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20
Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

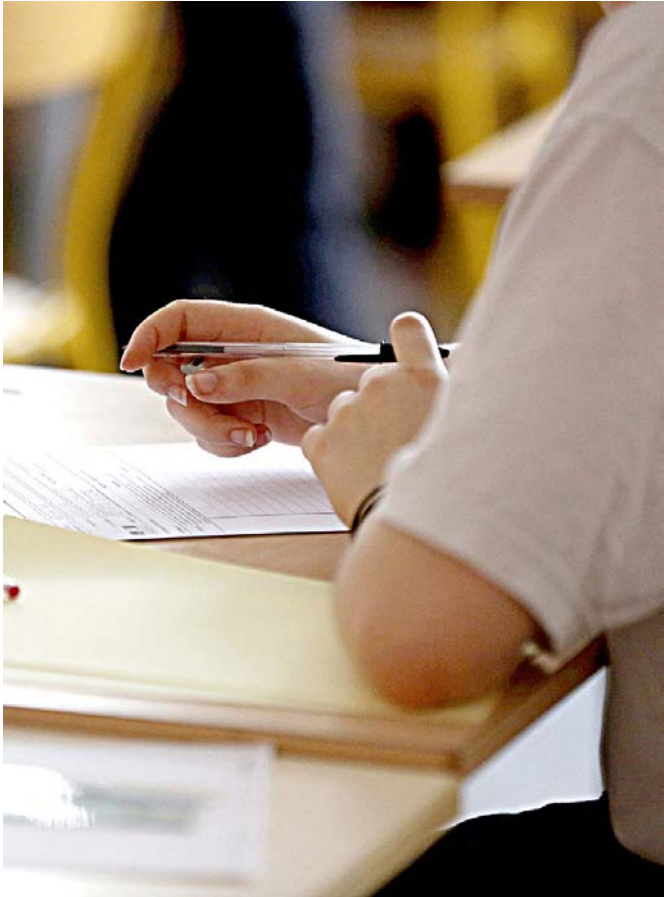
INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Le ministre de l'Education
 Les cas de fraude
 n'ont pas affecté
 le bon déroulement
 du bac

Malgré quelques cas de tricherie et de fraude signalés lors de la session du baccalauréat qui vient de s'achever, le ministre de l'Education nationale, Mohammed Seghir Sadaoui, a souligné que les épreuves se sont déroulées dans une ambiance normale et positive».



M. Aziza

Tout en affirmant dans ce sens que «les cas de fraude enregistrés n'ont pas affecté le bon déroulement des épreuves». Notons que les tribunaux de Timimoun, Djelfa, Tougourt et Ain Defla ont émis, mercredi dernier, des mandats de dépôt et infligé des amendes à l'encontre de plusieurs individus pour fraude aux épreuves du baccalauréat, par la diffusion et la fuite des réponses via les moyens de communication à distance. C'était également le cas des tribunaux de Barika (Batna), M'sila et Ghardaïa qui ont émis, mardi dernier, des mandats de dépôt et infligé des amendes à l'encontre de plusieurs individus pour fraude aux épreuves du baccalauréat et diffusion des réponses via les réseaux sociaux. Les auteurs ont été arrêtés et poursuivis en justice.

Lundi dernier, quinze personnes, comparaissant en citation directe, ont été condamnées pour fraude à l'examen du baccalauréat. Les mis en cause ont été condamnés à des peines allant de six mois à un an de prison ferme, assorties d'amendes de 100.000 à 200.000 DA, pour atteinte à la crédibilité et la régularité des épreuves du baccalauréat.

DES SUJETS
 CONFORMES AU
 PROGRAMME ENSEIGNÉ

Le ministre de l'Education a affirmé, jeudi, à l'annexe de l'Of-

fice national des examens et concours à Kouba (Alger) que de l'équipe chargée de l'élaboration et de l'impression des sujets du Baccalauréat session 2025, a mené bien sa mission. Précisant, à travers un communiqué rendu public par son département, que les sujets des épreuves étaient de qualité et conformes aux programmes qui ont été effectivement enseignés «témoignant du sérieux et de la rigueur de la préparation, ainsi que de l'engagement envers le principe d'égalité des chances pour tous», a-t-il précisé. Pour rappel, beaucoup a été dit sur les sujets de philosophie et des sciences naturelles pour les scientifiques qui ont suscité des déceptions et des réactions diverses de la part de candidats, de parents d'élèves et des professionnels de l'Education.

Des enseignants et des syndicats du secteur ont affirmé qu'«il faut inculquer à nos élèves qu'il est important d'admettre que même si certaines questions peuvent sembler plus prévisibles, il n'y a aucune garantie que ces sujets tomberont réellement», donnant ainsi des conseils aux futurs candidats de réviser l'ensemble du programme et éviter les «raccourcis».

Le ministre a remercié l'ensemble des secteurs qui ont contribué au succès de l'examen, tels que le secteur de la Poste et des Télécommunications, les ministères de la Justice, des transports et de la Santé, ainsi que les ministères des Affaires religieuses, les corps sécuritaires et militaires et la société civile et autres.

Finance islamique
 Plus de 500 milliards de dinars de dépôts

Les dépôts bancaires relevant de la finance islamique ont atteint 506 milliards de dinars, dont une grande partie a servi au financement de projets, a indiqué jeudi le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred.

Lors d'une séance plénière de questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par le vice-président de l'institution, Zouhaier Nasri, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Kaouter Krikou, M. Bouzred a estimé que ce chiffre était considérable, précisant que 437 milliards de dinars de ces dépôts avaient servi au financement de projets et d'opérations commerciales.

Il a, dans ce cadre, fait état de l'ouverture de plus de 745.000 comptes au titre de la finance islamique jusqu'à septembre 2024.

Mettant en avant les différentes me-

sures prises ces dernières années en faveur de la finance islamique, le ministre a fait savoir que l'Algérie compte désormais 12 banques proposant des services de finance islamique, dont deux (2) exclusivement dédiées à ce type de services, sur les 20 banques en activité à travers le territoire national.

Jusqu'à fin 2024, ces banques comp- taient 87 agences spécialisées et 861 guichets de finance islamique, dont 700 guichets relevant de banques publiques, a-t-il précisé, ajoutant que ses services «envisagent la création d'une banque publique dédiée exclusive- ment à la finance islamique».

Le lancement de Sukuk souverains à l'avenir et la création de compagnies d'assurance Takaful permettront au secteur de couvrir l'ensemble des opé- rations bancaires relevant de la finan-

ce islamique, a-t-il dit. En réponse à une question sur la lutte contre le blan- chiment d'argent, le ministre a souli- gné l'engagement de l'Algérie à se con- former aux normes internationales, rappelant les multiples mesures prises par l'Etat dans ce cadre ces dernières années, notamment la création, en 2020, d'un comité national d'évalua- tion des risques de blanchiment d'ar- gent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive.

Ce comité a contribué à la prise en charge des réserves et recommanda- tions contenues dans le rapport de l'évaluation mutuelle du Groupe d'ac- tion financière (GAFI) de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), et participé à la rédaction d'un rapport national qui sera soumis au même groupe.

Raina
 Raïkoum

Belkacem Ahcène Djaballah

Les semeurs de
 violence : «cheeh !»

son niveau le plus bas en Europe occidentale depuis 2016) de l'en- tité sioniste, avec déjà -en compt- ant les corps sous les décombres- près de 100 000 morts dont une

très large majorité de femmes et d'enfants (plus de 70%) ; comportement supporté, jusqu'ici, lar- gement par les médias occidentaux qui ont même servi de relais de la propagande israélienne. Au mi- nimum, un silence complice ! Pire encore, certains personnels politiques (en France et ailleurs), dans leurs discours islamophobes et/ anti-migratoires, ultralibéraux, droitiers et autoritaristes, pour cer- tains fascisants, appelant à la répression totale et violente, ont créé un climat délétère de haine de «l'autre», d'abord et avant tout du 'bougnoule' et du 'bronzé'.

On a, aussi, certains pays et leurs «complexes mi- litaro-industriels» qui sont, depuis et 2024 et aujourd'hui encore, à la source des 62 guerres de par le monde dans 37 pays. La «guerre permanen- te», et le «chaos» moteurs du développement du Nord global ! Dans un monde bien plus fragmenté et bien plus violent qu'il ne l'était il y a dix ans. Mais, «effet boomerang», ou «retour de manivelle», la haine s'est généralisée et, désormais, ce sont «tous les autres» qui sont visés. Contaminant les tout jeunes (occi- dentaux) qui, les médias sociaux aidant, mélangent le virtuel et le réel. On en connaît un bon bout, avec la décennie rouge qui a cultivé une violence qui a causé bien des dégâts dans la psyché citoyenne avant de disparaître, pas totalement, hélas. A chacun ses semeurs de haine et de violence.

A chacun son film, chacun voulant être un «hé- ros». Que dire ? Cheh fihoum ! Peut-être pas en pensant aux victimes innocentes. Ce qui est cer- tain, c'est le souhait d'une urgente prise de cons- cience par les «semeurs de haine» et les médias de leurs lacunes et de leurs dérives langagières et, surtout, condamner (et écarter) les vrais responsa- bles, animateurs permanents de la violence que sont les (pro) sionistes, les racistes et autres supréma- cistes et leurs amis et soutiens «du Sud global». Une liste assez longue, hélas !

Algérie Télécom
 2,2 millions d'abonnés au réseau de la fibre optique

L'entreprise Algérie Télécom a an- noncé, jeudi, avoir dépassé les deux millions d'abonnés au réseau de la fibre optique, précisant que le 2,2 millionième abonné a été enregistré dans la wilaya de Tamanrasset. Dans une publication sur sa page officielle

sur les réseaux sociaux, l'entreprise a exprimé «sa fierté d'avoir franchi une nouvelle avancée dans l'extension du réseau de fibre optique jusqu'au do- micile (FTTH) à travers tout le terri- toire national, avec l'enregistrement aujourd'hui de son 2,2 millionième

abonné dans la wilaya de Tamanras- set». Algérie Télécoms a affirmé que ce chiffre «réflète son engagement indéfec- tible à fournir des solutions technologi- ques modernes et à améliorer l'expé- rience client à travers des services In- ternet à haut débit et de qualité».

Six universités algériennes classées
 parmi les meilleures au monde

Six (06) universités algériennes ont occupé, pour la première fois, les premiers rangs du classement des meilleures universités mondiales, "US NEWS BEST GLOBAL UNIVERSI- TIES", considéré comme l'un des clas- sements les plus importants en la ma- tière, indique un communiqué du mi- nistère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Dans ce cadre, l'Université de Sidi Bel Abbès est classée première au ni- veau national et maghrébin et 760e au niveau mondial sur 2250 universi- tés à l'échelle internationale, et ce sur la base de "quatre critères rigoureux dont la réputation académique, la pro- duction, l'impact de la recherche et la coopération internationale", précise la même source.

Ce classement met en évidence "les efforts consentis par le secteur pour at- teindre des niveaux d'excellence et d'in- novation plus élevés et renforcer la pré- sence des universités algérienne dans les classements internationaux, au ser- vice du développement national et du rayonnement de l'Algérie dans le pay- sage académique et scientifique mon- dial", conclut le communiqué.

A sa demande Le président de la Cour constitutionnelle déchargé de ses fonctions

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, jeudi, le président de la Cour constitutionnelle, M. Omar Belhadj, à la demande de ce dernier, qui lui a remis une lettre demandant à être déchargé de la présidence de la Cour constitutionnelle pour des raisons personnelles, indique un communiqué de la Présidence de la République.

«Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, ce jour, le président de la Cour constitutionnelle, M. Omar Belhadj, à la demande de ce dernier, qui lui a remis, lors de l'audience, une lettre demandant à être déchargé de la présidence de la Cour constitutionnelle pour des raisons personnelles, que Monsieur le président de la République a acceptée», lit-on dans le communiqué. La Cour

constitutionnelle a organisé, jeudi, une délibération pour constater la vacance du poste de président, et ce, sous la présidence du membre le plus âgé, Mme Leïla Aslaoui, qui assurera l'intérim jusqu'à la désignation d'un nouveau président. «Conformément aux dispositions du décret présidentiel 22-93 du 5 Chaâbane 1443 correspondant au 8 mars 2022 relatif aux règles se rapportant à l'organisation de la Cour constitutionnelle, notamment ses articles 6, 7 et 8, il a été procédé, jeudi 19 juin 2025, à l'organisation d'une délibération de la Cour constitutionnelle, sous la présidence du membre le plus âgé, Mme Leïla Aslaoui, à l'effet de constater la vacance du poste de président», après que M. Omar Belhadj a demandé à être «déchargé de la présidence de la Cour constitutionnelle pour des raisons personnelles», lit-on

dans le communiqué de cette institution. Mme Leïla Aslaoui, membre la plus âgée, assurera l'intérim de la présidence de la Cour constitutionnelle jusqu'à la désignation du nouveau président dans les quinze (15) jours suivant la notification prévue à l'article 6 du décret présidentiel susmentionné. Le décret précise qu'il est procédé à l'organisation d'une délibération de la Cour constitutionnelle, sous la présidence du membre le plus âgé, à l'effet de constater la vacance du poste de président.

Une copie de la délibération est notifiée au président de la République et l'intérim de la présidence de la Cour constitutionnelle est assuré par le membre le plus âgé jusqu'à la désignation du nouveau président dans les quinze (15) jours suivant la notification prévue à l'article 6 susmentionné, selon le texte.

Transport aérien «Tassili Airlines» devient propriété d'Air Algérie

El-Houari Dilmi

Le groupe Sonatrach vient de se désengager définitivement du transport aérien, au profit du pavillon national Air Algérie.

En effet, le transfert de propriété de la compagnie aérienne nationale 'Tassili Airlines' du groupe 'Sonatrach holding activités extérieures et soutien' (relevant de Sonatrach) à Air Algérie, sera opéré en vertu d'un accord signé jeudi à Alger, entre les deux parties.

Selon un communiqué d'Air Algérie, l'accord a été signé au siège du ministère des Transports par le P-dg de la compagnie, Hamza Benhamouda et le P-dg de Sonatrach holding activités extérieures et soutien, Mohamed Tira, en présence du ministre du secteur, Saïd Sayoud. «L'accord cadre définit les mécanismes réglementaires adoptés pour l'exécution minutieuse de l'opération de transfert, ce qui garantit un transfert organisé de la propriété et la continuité de l'activité dans un cadre légal et reflète le respect par les deux parties des principes de gouvernance et d'intégration stratégique en matière de transport aérien», ajoute le communiqué. L'accord se veut «un premier pas stratégique dans le processus de transfert de «Tassili Airlines», au titre d'une vision nationale visant à développer le transport aérien domestique et à renforcer les liaisons entre les différentes wilayas du pays», a-t-on précisé.

A cet effet, Air Algérie a affirmé son engagement total pour la réussite de ce transfert «stra-

tégique», à travers la mobilisation de toutes ses ressources en vue d'une transition «fluide et efficace» assurant la continuité des services et soutenant l'intégration institutionnelle dans le domaine de l'aviation. Cette opération intervient en application des instructions données par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors d'une réunion spéciale, tenue le 12 mars 2025, concernant la création d'une Compagnie aérienne nationale de transport domestique.

LA NOUVELLE COMPAGNIE AÉRIENNE ENTRERA BIENTÔT EN SERVICE

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a fait savoir pour sa part que la compagnie de transport aérien domestique que le président de la République a ordonné de créer, entrerait en service dans quelques semaines, affirmant qu'elle «résoudrait plusieurs problèmes de transport pour les habitants des wilayas du Sud». Répondant, jeudi, aux questions des membres de l'APN, lors d'une plénière, Sayoud a «salué» la décision du président de la République relative à la création de cette compagnie, la qualifiant d'«adéquate et idoine», une décision qui est à même, dit-il, de «résoudre tous les problèmes des habitants des wilayas du Sud». «Nous avons franchi de grands pas, et si les choses se passent ainsi, la compagnie entrera incessamment en service, dans quelques semai-

Merad Le corps de la Sûreté nationale bénéficie d'une attention particulière

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire M. Brahim Merad a affirmé, jeudi, que le corps de la Sûreté nationale bénéficiait d'une attention particulière de la part des pouvoirs publics en raison de la nature sensible des missions qui lui sont confiées. Lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales adressées à plusieurs membres du Gouvernement, le ministre a précisé que «le corps de la Sûreté nationale bénéficie d'une attention particulière de la part des pouvoirs publics compte tenu de la nature sensible des missions qui lui sont confiées ainsi que du rôle remarquable et des sacrifices considérables consentis par ses membres».

Répondant à une question relative à la promotion des agents de police titulaires de diplômes supérieurs obtenus après leur intégration au corps de la Sûreté nationale, M. Merad a rappelé que «ces agents sont soumis aux dispositions de l'ordonnance 06-03 portant statut général de la fonction publique qui garantit le droit à la promotion à tout fonctionnaire remplissant les conditions légales requises, y compris les fonctionnaires appartenant à ce corps sensible». Il a précisé que les personnels de ce corps sécuritaire sont également régis par des dispositions

spécifiques, compte tenu de la nature de leurs missions. Ainsi, «le statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de la Sûreté nationale ne prévoit pas explicitement ce type de promotion (promotion sur titre)», a-t-il indiqué. Toutefois, M. Merad a rappelé que «les efforts déployés par la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) pour obtenir une dérogation exceptionnelle, ont permis à un nombre important de membres de police, ayant obtenu des diplômes universitaires au cours de leur carrière professionnelle, d'accéder à des grades supérieurs conformément à leur niveau de formation universitaire dans la limite des postes disponibles».

Dans le même sillage, le ministre a affirmé que «le cadre juridique actuel a consacré de nouveaux principes, permettant d'accéder à des grades supérieurs soit par voie d'examen professionnel, soit par sélection, avec la possibilité d'une progression dans les grades, contrairement à ce qui était en vigueur auparavant». Evoquant la question de l'égalité en matière d'avantages professionnels entre les ingénieurs en informatique détachés des directions de l'administration locale et ceux titularisés au sein des communes, M. Merad a précisé que les membres du corps technique recrutés sur les budgets locaux béné-

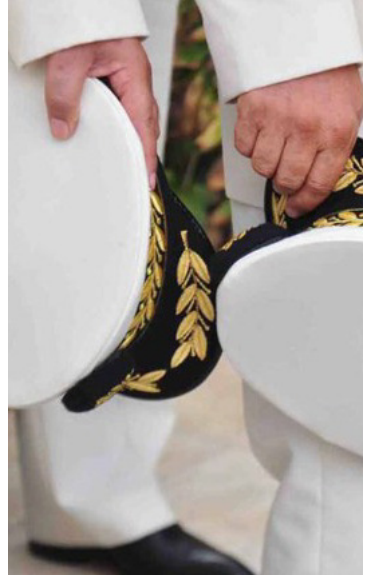
ficient du même régime indemnitaire que celui des corps communs, avec l'octroi d'une indemnité supplémentaire de 10 % afin de motiver et d'attirer ces profils techniques au niveau des communes, étant la première base de la pyramide de la transformation numérique».

A ce propos, il a révélé que son secteur avait recensé «plus de 3.500 ingénieurs, tous grades confondus».

Pour une exploitation rationnelle des ressources humaines «les services du ministère de l'Intérieur œuvrent au développement d'un système d'information permettant un suivi précis et en temps réel de l'ensemble des effectifs au niveau local, y compris les personnels des structures éducatives, ce qui permettra une exploitation optimale des surplus constatés dans certaines structures», selon le ministre.

S'agissant de la conversion des locaux réalisés dans le cadre du dispositif de soutien à l'emploi des jeunes, du domaine privé de l'Etat vers le domaine communal, M. Merad a indiqué que «les communes s'attelleront à la réhabilitation de certains locaux dégradés et à leur réaffectation de manière efficace en tant que biens générateurs de revenus, en les transformant en un levier stratégique pour le renforcement des ressources financières des communes».

Ministère de l'Intérieur Mouvement dans le corps des chefs de daïra



Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, a opéré, jeudi, après accord du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, un mouvement partiel dans le corps des chefs de daïra au niveau des wilayas, indique un communiqué du ministère. «Après accord de Monsieur le président de la République, Monsieur le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire a opéré, jeudi 23 Dhou El Hijda 1446 correspondant au 19 juin 2025, un mouvement partiel dans le corps des chefs de daïra au niveau des wilayas», lit-on dans le communiqué.

Ainsi, «quarante-quatre (44) cadres ont été promus chefs de daïra, cinquante-huit (58) chefs de daïra ont été mutés, six (6) chefs de daïra ont été admis à la retraite, il a été mis fin aux fonctions de huit (8) chefs de daïra et trois (3) chefs de daïra ont été appelés à d'autres fonctions», selon le communiqué.

Transport des voyageurs L'ENTMV affrète un navire grec

Le navire grec «El Venizelos», affrété par l'Entreprise nationale du transport maritime des voyageurs (ENTMV), a accosté, jeudi au port d'Alger, dans le but de renforcer la flotte maritime en prévision de la prochaine saison estivale et d'assurer le transport des voyageurs dans les meilleures conditions.

Le navire sera exploité sur les lignes Alger-Alicante-Alger et Oran-Alicante-Oran. Selon les explications fournies à cette occasion, le navire permettra le transport de plus de 2000 voyageurs et près de 750 véhicules. La cérémonie d'accueil du navire a été présidée par le ministre des Transports, M. Saïd Sayoud, en présence du secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, M. Sofiane Chaib, du directeur général de l'ENTMV, Sofiane Boudiaf et du directeur général de l'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL), Abdelhamid Boulaam.

Meurtres de l'apartheid

40 ans après, des familles sud-africaines réclament justice

Un froid hivernal balaie le cimetière de la ville de Cradock, dans l'est de l'Afrique du Sud, où les tombes non entretenues de quatre militants assassinés il y a 40 ans par le régime de l'apartheid sont surplombées par un monument à leur mémoire. Lui-même en mauvais état.

Dans la ville de Gqeberha, à deux heures de route, les meurtres en 1985 de jeunes hommes dans l'une des tueries les plus notoires de la période de l'apartheid ont fait l'objet d'une enquête judiciaire. Mais quarante ans après les faits, les familles de Fort Calata, Matthew Goniwe, Sicelo Mhlauli et Sparrow Mkhonto - mariés, pères de famille, trois enseignants et un syndicaliste - sont toujours démunies et cherchent des réponses. «Nous n'allons pas laisser tomber cette affaire avant qu'il y ait une forme de justice», a déclaré à l'AFP le fils de Fort Calata, Lukhanyo, à Gqeberha, une ville sur l'océan Indien anciennement appelée Port Elizabeth.

Son père a été battu, poignardé et son corps brûlé avec les autres. «J'étais enceinte et j'ai perdu espoir... tout a été emporté d'une manière si brutale», a déclaré lors de l'enquête la mère de Lukhanyo, Nomonde Calata, aujourd'hui âgée d'une soixantaine d'années. Son troisième enfant est né deux semaines après l'enterrement de son mari.

Et «je ne pouvais pas montrer ma douleur à l'ennemi parce qu'il se serait moqué de moi». Des premières investigations ont eu lieu en 1985 en afrikaans, une langue que Nomonde ne comprenait pas. Mais elles n'ont pas permis d'identifier les tueurs. De nouvelles investigations, en 1993, ont confirmé que la police était responsable, mais sans nommer les coupables. Après la fin du régime d'apartheid en 1994, une Commission de vérité et de réconciliation (CVR) sur les atrocités commises pendant cette période s'est également penchée sur cette affaire.

Dirigée par le lauréat du prix Nobel Desmond Tutu, la Commission a conclu que six membres d'une unité de la police étaient impliqués et leur a refusé l'amnistie pour toute poursuite ultérieure. Mais aucune action n'a été entreprise et les six sont maintenant décédés.

«LA VÉRITÉ DOIT SORTIR»

Lukhanyo Calata n'a pas été surpris. «Ils ont tout fait pour se protéger.



Nous ne nous attendions pas vraiment à mieux de leur part», a-t-il déclaré. Mais cette fois, lui et les autres membres de la famille impliqués dans l'enquête récente attendent davantage. Pour la première fois, les proches sont autorisés à témoigner, des témoignages régulièrement diffusés en direct à la télévision nationale. Le tribunal s'est également rendu à l'endroit où les quatre personnes auraient été tuées.

Les familles des victimes veulent savoir pourquoi il n'y a eu aucune poursuite judiciaire 30 ans après la chute du régime de l'apartheid. Les

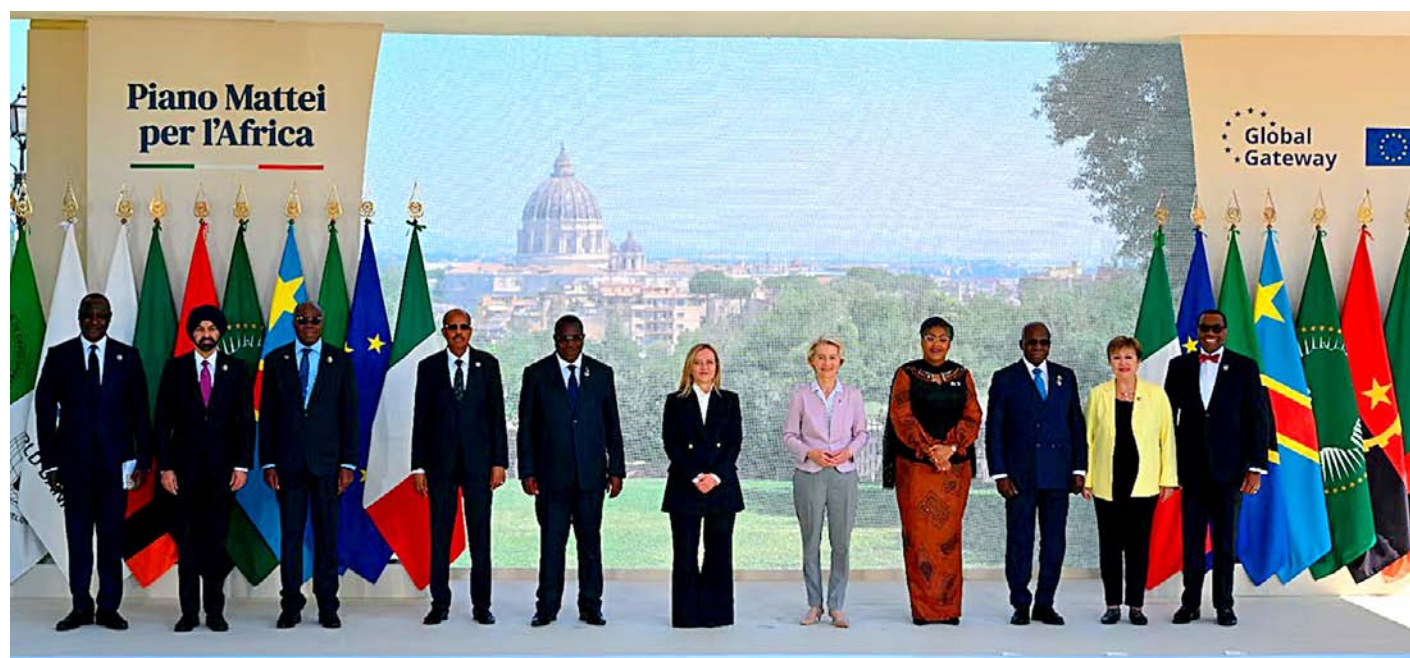
retards pourraient être dus à un «mélange toxique de paresse, d'indifférence, d'incapacité ou d'incompétence» et même à des interférences politiques, a déclaré l'un des avocats des familles. Le président Cyril Ramaphosa a mis en place une enquête judiciaire en avril sur les accusations de retard délibéré dans les poursuites des crimes de l'époque de l'apartheid. Une procédure judiciaire distincte impliquant 25 familles vise à obtenir des compensations du gouvernement.

Dans la petite ville de Cradock, maintenant appelée Nxuba, les habitants

qui connaissaient les militants assassinés ont vu les décennies passer sans que des réponses soient apportées, sans que la justice ne soit passée. «J'ai grandi devant ces gens», se souvient Sibongile Mbina Mbina, maintenant dans la cinquantaine avancée. «Deux d'entre eux m'ont enseigné au lycée, donc je m'inquiète que cela n'ait pas été résolu». «C'est douloureux parce que cela fait déjà longtemps», se plaint Mawonga Goniwe, 65 ans, dont l'oncle faisait partie des «Quatre de Cradock». «La vérité doit sortir... ils doivent affronter ce qu'ils ont fait», a-t-il dit à l'AFP.

Soutenue par l'UE

L'Italie investit en Afrique pour limiter l'émigration



Limiter l'émigration venant d'Afrique en aidant l'économie du continent, tout en y étendant l'influence de l'Italie: Giorgia Meloni promet vendredi son «plan Mattei», aux ambitions jugées par certains irréalistes, lors d'un sommet co-présidé par Ursula von der Leyen. La présidente de la Commission européenne est à Rome pour soutenir ce dispositif porté à bout de bras par la cheffe du gouvernement ultraconservateur Giorgia Meloni.

Au dire du gouvernement, le «plan Mattei» mobilisera 5,5 milliards d'euros pour des initiatives éparpillées sur 14 pays, mais selon un rapport officiel de novembre, moins de deux milliards d'euros ont déjà été assignés par l'Italie à des projets précis, sous forme de dons, de prêts ou de garanties sur plusieurs années. Pour «supprimer les causes» de l'immigration clandestine en Italie, Giorgia Meloni avait annoncé un mois après son élection en 2022 vouloir soutenir les économies des pays africains.

D'où ce plan qui porte le nom d'Enrico Mattei, père fondateur du géant italien des hydro-

carbures Eni, connu pour avoir mis en place des contrats d'extraction de pétrole plus avantageux pour les pays producteurs.

C'est précisément cet héritage que revendique Rome, qui promet des relations avec l'Afrique dénuées de «paternalisme». Une allusion à peine dissimulée à la France, qui a vu son influence en Afrique reculer, plusieurs pays du Sahel ayant sommé Paris de retirer ses forces militaires.

ENERGIE ET MATIÈRES PREMIÈRES

Un moyen également de renforcer les relations commerciales entre l'Italie et le continent dans le domaine de l'énergie, alors que l'invasion russe en Ukraine a forcé l'Italie à chercher de nouveaux fournisseurs de l'autre côté de la Méditerranée. Quatorze pays africains sont concernés, notamment ceux du Maghreb - sauf la Libye -, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Kenya ainsi que l'Éthiopie, où Rome a un passé colonial. Les projets plus importants en

termes de financements concernent l'énergie et les matières premières, tandis que d'autres fonds sont destinés à l'éducation, la santé et l'accès à l'eau.

Rome compte par exemple participer au financement d'une voie ferrée entre la Zambie et l'Angola, et investir 65 millions d'euros dans la production de biocarburants au Kenya. A l'occasion du sommet vendredi, où sont attendus plusieurs dirigeants africains, Bruxelles cherchera par ailleurs à faire converger le plan italien et sa stratégie «Global Gateway» annoncée en 2021, qui inclut de nombreux investissements en Afrique en réponse au programme chinois des «Nouvelles routes de la soie». Interrogée par l'AFP jeudi, une porte-parole de la Commission européenne a estimé que le Plan Mattei est une «contribution importante» à ce projet européen, dont les financements à hauteur de 150 milliards d'euros font pourtant pâlir les 5,5 milliards avancés par Rome.

Pour Giovanni Carbone, professeur à l'université de Milan et chef du programme Afri-

que de l'Institut pour les études de politique internationale (ISPI), d'un point de vue diplomatique, l'Italie peut s'afficher comme un acteur plus «présentable» que la France pour porter les intérêts européens, notamment dans les pays du Sahel qui «ont claqué la porte» à l'ex-puissance coloniale.

«TROP PROMIS»

Mais le gouvernement «a trop promis» en faisant miroiter que ces investissements, en créant des emplois et de la croissance, pourraient réduire le nombre de migrants. «Les financements que l'Italie peut mettre à disposition ne sont pas à la bonne échelle», a-t-il jugé auprès de l'AFP. Le «plan Mattei» a été globalement bien reçu par les gouvernements partenaires. «On ne peut se suffire des seules promesses souvent non tenues», avait toutefois prévenu en janvier 2024 à Rome le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat. Le président kényan William Ruto avait alors également salué ce plan «ambitieux», mais noté «que l'investissement seul n'est pas suffisant», rappelant d'autres obstacles pour les économies africaines qui doivent payer «cinq fois plus pour leur dette» que les pays européens.

Pour l'ONG ReCommon, qui «travaille pour contrer le pouvoir des multinationales», les investissements du «plan Mattei» pourraient servir avant tout les intérêts des «grandes entreprises de l'industrie italienne des combustibles fossiles», a jugé auprès de l'AFP Simone Ogno qui s'occupe des sujets liés à la finance et au climat pour l'organisation.

D'importantes sociétés italiennes sont impliquées dans le plan, comme Eni et le transporteur d'électricité Terna, ou encore le groupe agro-industriel Bonifiche Ferraresi. Simone Ogno craint que certains projets se focalisent sur l'exportation de matières premières, «dont on ne sait pas ce qui restera dans les pays producteurs». «Le suivi» des projets «sera important», estime Giovanni Carbone, qui note que «les efforts sur le sujet ne sont pas encore suffisants».

El Tarf Invasion de moustiques !

A. Ouelaa

Malgré les opérations de nettoyage et d'enlèvement de déchets de toutes sortes qui ont cours dans les grandes agglomérations, chaque samedi, des habitants se plaignent de la prolifération des moustiques. Une situation favorisée par des caves d'immeubles qui regorgent d'eaux usées. Des habitants de nombreuses agglomérations, que ce soit à El Tarf, El Kala, Boutheldja, Ben M'hidi, Besbes et Drean déplorent cet état de fait.

Avec la canicule qui sévit, il est quasiment

impossible d'ouvrir les fenêtres à cause des moustiques. Malgré toutes les précautions pour lutter contre ces insectes nuisibles comme la pose de moustiquaires et le recours aux différents produits de lutte contre les moustiques, la situation ne s'arrange pas. Cela devient quasi-insupportable pour les familles et surtout les enfants et les personnes quelque peu allergiques aux piqûres d'insectes.

Les habitants rappellent que les campagnes de démoustication et anti-larvaires engagées par les communes par le passé permettaient, dans une large mesure, de réduire drastiquement les invasions des moustiques.

Mila Une cinquantaine d'agriculteurs seront indemnisés

Les services de la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) à Mila indemniseront 52 agriculteurs de filière des céréales et légumes secs dont les récoltes ont été affectées par les précipitations de grêle au cours du mois de mai passé, a-t-on appris jeudi auprès du directeur de cette caisse.

Dans une déclaration à l'APS, M. Cherif Chorfi a précisé que les experts conventionnés avec la caisse ont procédé aux constatations des dégâts dus aux intempéries accompagnées de précipitations de grêles durant les premiers jours du mois de mai passé dans les communes de Ferdjiousa, Teleghema, Ain Beida Hariche, Bouhatem, Ain Mellouk, Ah-

med Rachedi, Oued Seguen, Tibergent, Tadjenanet et Oued Athmania.

Ces experts planchent sur l'élaboration de rapports d'expertise détaillés sur les récoltes affectées en fonction desquels seront fixés les montants des indemnisations de chaque agriculteur, a précisé la même source.

Au cours de l'année passée 2024, pas moins de 129 agriculteurs ont été indemnisés pour les dégâts subis par leurs récoltes du fait des chutes de grêles et des incendies.

Les montants des indemnisations pour cause de grêles avaient atteint alors 56,13 millions DA accordés à 110 agriculteurs, a-t-on appelé.

Constantine Des chercheurs au chevet du mausolée de Massinissa

Une équipe de chercheurs du Centre national de recherche en archéologie (CNRA) s'est rendue, jeudi, sur le site du mausolée du roi numide Massinissa, dans la commune d'El Khroub aux fins de diagnostiquer son état, a indiqué le directeur de la culture et des arts, Farid Zaiter.

Cette visite s'inscrit "dans le cadre des procédures techniques et scientifiques visant à élaborer un dossier en vue du classement de ce site au patrimoine mondial de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)", a ajouté le même responsable dans une déclaration à l'APS.

L'équipe a entamé son travail "en droite ligne des efforts du ministère de la Culture et des Arts visant à valoriser les mausolées royaux, en particulier le mausolée de Massinissa qui figure parmi les principaux mo-

numents historiques de l'ère numide", a-t-il ajouté, notant que l'objectif du classement est de "préserver ce monument pour les générations futures et d'assurer sa sauvegarde en tant que symbole du patrimoine mondial". L'équipe spécialisée, chargée de l'élaboration et du suivi du dossier de classement a entamé sa mission de diagnostic du monument en s'attachant à collecter toutes les données scientifiques et historiques nécessaires à la finalisation du dossier qui sera soumis à un comité d'experts de l'UNESCO, a encore indiqué M. Zaiter, soulignant que le tombeau de Massinissa "se caractérise par une haute valeur symbolique reflétant l'époque numide qui a joué un rôle central dans l'histoire de l'Afrique du Nord, ce qui le prédestine à une reconnaissance internationale en tant que patrimoine mondial de l'humanité".

Khenchela Vers l'aménagement de 4 forêts récréatives

Pas moins de quatre forêts récréatives seront prochainement aménagées dans la wilaya de Khenchela, a indiqué, jeudi, le conservateur des forêts, Bachir Bahri.

Il s'agit, selon le même responsable, des forêts de "Khebouza" qui s'étend sur 11,29 hectares, "Nassim" (21,36 hectares) dans la même commune, de Tizi Leesouak, dans la commune de Taouzianet (37,38 hectares) et de "Foum El Kaïs", dans la commune de Kaïs, couvrant une superficie de 53,81 hectares. M. Bahri a ajouté que le choix s'est porté sur ces sites boisés "en raison de leur nature juridique (propriété de l'Etat) et de leur situation au cœur d'une végétation luxuriante". C'est notamment le cas, a-t-il souligné, de la forêt située dans la commune de Kaïs qui surplombe le barrage de "Foum El Kaïs" tout en donnant à admirer une flore

superbe et une faune riche et variée, constituant un endroit attractif pour les adeptes du camping et du faniente, ainsi que pour les sportifs en quête d'oxygénation.

Selon le même responsable, la conservation des forêts a lancé un appel à candidatures à l'intention des investisseurs dotés d'une expérience en matière de tourisme et de gestion de lieux de loisirs, et souhaitant exploiter ces forêts récréatives appartenant au domaine national.

Les investisseurs intéressés devront satisfaire au cahier des charges qui exige l'installation d'équipements pour la détente et le divertissement, notamment pour les familles et les enfants, en utilisant des matériaux respectueux de la nature, tout en préservant et en exploitant rationnellement ces espaces boisés.

Tipasa Le premier centre civil de télé pilotage inauguré

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a procédé, jeudi, au Centre de recherche en technologies industrielles (CRTI) de Bou Ismail, à l'inauguration du 1er centre civil de télé pilotage au niveau national.

Le ministre, qui était accompagné du wali de Tipasa, Ali Moulai, a déclaré que l'inauguration de ce centre s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à "renforcer le rôle de l'université dans l'économie nationale en valorisant les résultats de la recherche et en les matérialisant sous forme de projets économiques dotés d'une valeur ajoutée pour le développement national".

Il a ajouté que ce centre est "le fruit de la décision ayant permis aux centres de recherche scientifique de créer des entreprises économiques publiques sous leur tutelle, dans le but de valoriser les résultats de la recherche".

Ce centre, premier du genre, est spécialisé dans la formation de télé-pilotes, la formation des formateurs de télé-pilotes, ainsi que la réalisation de tests techniques et expérimentaux sur les drones fabriqués sur commande. Il délivre des certificats de conformité et d'agrément pour les drones fabriqués localement, en plus d'un certificat reconnu de télé-pilotage de drones, selon les explications du ministre.

M. Baddari a, également, procédé à l'inauguration

d'un centre d'homologation des drones ainsi que d'une usine de construction de drones au CRTI de Bou Ismail, conformément aux réglementations et lois en vigueur dans le domaine, en attendant l'enrichissement de l'arsenal juridique encadrant cette activité, dont la promulgation est attendue ultérieurement, a-t-il informé.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a inspecté, à l'occasion, les différentes installations du CRTI, notamment la plateforme technologique des systèmes intelligents, liés notamment à l'activité de formation des télé-pilotes, dont la salle dédiée à la simulation des systèmes de drones et l'espace réservé à l'entraînement et aux essais techniques.

Bouira 2,5 ha de blé ravagés par un incendie

Farid Haddouche

Les unités de la protection civile de la wilaya de Bouira, représentées par l'unité principale de Bouira, sont intervenues avant-hier pour éteindre un incendie qui s'est déclaré dans une récolte agricole du village Ain Athmane, dans la com-

mune d'Aïn Turk. L'incendie a été complètement maîtrisé par les équipes d'intervention, permettant ainsi de protéger 60 hectares de blé dur et un grand verger d'arbres fruitiers.

Néanmoins le feu a causé la perte d'environ 2,5 hectares de blé dur, 4 hectares de chaume, ainsi que 45 bottes de foin.

Saisie de viande impropre à la consommation

Dans le cadre des efforts déployés pour protéger les consommateurs, des membres de la brigade de la police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement (PUPE) de la sûreté de daïra de Sour El Ghoulane

ont mené une opération d'inspection. Un véhicule a été intercepté. Il a été découvert que son propriétaire transportait une quantité de viande rouge destinée à la consommation humaine sans respecter les conditions

d'hygiène et de santé publique. Il s'agit de 160 kg de viande rouge impropre à la consommation. La viande saisie a été détruite au centre d'enfouissement technique (CET) de Sour El Ghoulane.

Farid Haddouche

Blida Une importante quantité de psychotropes interceptée

Une quantité de 13.500 capsules et de 2.954 comprimés psychotropes, en plus de trois (3) plaquettes de kif traité ont été saisis par les services de la sûreté de wilaya de Blida, lors de deux opérations distinctes ayant permis l'arrestation de plusieurs individus, indique un communiqué rendu public, jeudi, par ce corps de sécurité.

La même source a précisé que dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, notamment le trafic de drogues et psychotropes, la brigade de lutte contre les crimes majeurs et la sûreté de daïra d'Oued El Alleug ont réalisé deux opérations distinctes, ayant permis la saisie de quantités considérables de

substances psychotropes et de sommes d'argent issues de ce trafic.

Concernant la première affaire, elle a été réalisée suite à des informations parvenues à la police judiciaire portant sur un réseau spécialisé dans le trafic de drogue. L'opération a permis l'arrestation d'un quadragénaire en flagrant délit de tentative de vente d'une quantité importante de comprimés psychotropes alors qu'il se trouvait à bord d'un véhicule, selon la même source. Le suspect a été arrêté, alors que la poursuite des investigations dans cette affaire a permis la découverte d'une autre quantité de 13.500 comprimés cachés dans un immeuble, avec une somme de 160 millions de cen-

times et de trois plaquettes de kif traité d'un poids de 340 grammes.

Un véhicule a également été saisi.

Dans la seconde affaire, les services de la police judiciaire de la sûreté de daïra d'Oued El Alleug ont démantelé un groupe de malfaiteurs en flagrant délit de vente de comprimés psychotropes dans un lieu isolé. Une quantité de 2.954 comprimés qui était en leur possession a été saisie, en plus d'une somme d'argent issue de ce trafic, et d'une moto utilisée pour le transport et la vente des psychotropes.

Les suspects ont été déférés devant les autorités judiciaires territorialement compétentes, selon le même communiqué.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

25 dhou el hidja 1446

El Fedjr
03h27

Dohr
12h36

Assar
16h27

Maghreb
19h59

Icha
21h39



Horaires des prières pour Alger et ses environs

25 dhou el hidja 1446

El Fedjr
03h38

Dohr
12h50

Assar
16h42

Maghreb
20h14

Icha
21h55



Réunion de l'exécutif Le cap sur l'été 2025, la propreté urbaine et la gestion du foncier agricole

J. Boukraa

Trois dossiers majeurs ont été abordés lors de la réunion du Conseil exécutif de la wilaya, présidée mercredi par le wali, à savoir la régularisation du foncier agricole, l'amélioration du cadre de vie urbain et les préparatifs pour la saison estivale 2025. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du suivi de la gestion locale. L'ordre du jour, particulièrement riche, a permis de faire le point sur l'état d'avancement de ces dossiers, d'identifier les contraintes rencontrées et de proposer des solutions concrètes pour accélérer leur mise en œuvre.

La réunion a débuté par la présentation du décret interministériel n°02 du 12 juin 2025, relatif à l'assainissement des terres agricoles, relevant du domaine privé de l'État, dans ses différentes formes d'attribution. Ce texte, détaillé par la directrice locale de l'Office national des terres agricoles (ONTA), vise à clarifier les zones d'ombre juridiques liées aux modalités d'exploitation, sans pour autant modifier ou contourner les textes de loi existants. Il s'agit de résoudre les dysfonctionnements survenus lors de la transition du droit de jouissance permanent vers le

régime de concession, tout en consolidant les bases économiques nationales à travers une meilleure valorisation du foncier agricole. Le Conseil a ensuite pris connaissance de l'instruction ministérielle n°237 du 14 juin 2025, portant sur la salubrité urbaine et l'entretien de l'éclairage public. Des actions ciblées seront entreprises, en particulier dans les communes côtières, en vue d'offrir un cadre de vie plus agréable et sécurisé aux citoyens et aux estivants. Le wali a insisté sur la nécessité de renforcer les opérations de nettoyage, d'assurer la qualité des eaux de baignade, et de veiller à une présence effective des services techniques sur le terrain. La dernière partie de la réunion a été consacrée aux préparatifs de la saison estivale 2025, avec des exposés détaillés présentés par les directeurs de plusieurs secteurs clés: Tourisme, Travaux publics, Jeunesse et Sports, Santé, Commerce, Culture. Le Directeur des Travaux publics a présenté les opérations de réhabilitation des plages et les travaux de revalorisation des espaces côtiers, divisés en deux zones (Est et Ouest d'Oran). Le directeur du Tourisme a souligné le contrôle renforcé des établissements hôteliers et la préparation des plages pour ac-

cueillir les visiteurs dans des conditions optimales. Le secteur Jeunesse et Sports prévoit l'organisation de camps et d'activités estivales destinées aux jeunes des régions du Sud et des Hauts Plateaux. La direction du Commerce a affirmé la mise en place de mesures de contrôle sanitaire renforcées, notamment pour prévenir les intoxications alimentaires. Le secteur de la Santé s'est engagé à suivre la qualité des eaux de baignade et à inspecter les structures d'hébergement. Enfin, la direction de la Culture a annoncé un programme riche et varié : concerts, spectacles, théâtre, expositions et soirées littéraires.

En clôture, M. le wali a rappelé que la réussite de la saison estivale 2025 repose sur l'implication de tous les services, appelant à : assurer l'alimentation en eau potable, surtout dans les communes côtières ; veiller à la propreté et à l'éclairage des plages ; protéger la santé publique à travers des campagnes de sensibilisation et des inspections régulières. Il a également instruit les responsables locaux à combler rapidement les insuffisances, rappelant que la wilaya d'Oran, destination touristique majeure, attire chaque année des milliers de vacanciers.

Hygiène hospitalière

Le CHU d'Oran mise sur la prévention

Le Centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Oran poursuit son engagement pour l'amélioration continue de la qualité des soins en mettant l'accent sur un pilier fondamental : l'hygiène hospitalière. En fin de semaine une formation spécialisée a été organisée au sein de l'établissement, réunissant un public large composé de médecins, d'infirmiers, de personnels paramédicaux et d'agents des blocs opératoires. Placée sous la conduite de la professeure Messaïd spécialiste en épidémiologie et en contrôle des infections nosocomiales, cette session

a alterné exposés théoriques et ateliers pratiques. Elle a permis d'aborder des thématiques cruciales comme les techniques de lavage des mains, les procédures de désinfection et de stérilisation, ainsi que la gestion sécurisée des déchets hospitaliers. Les participants ont activement pris part aux échanges, posant des questions concrètes en lien avec leurs réalités professionnelles et partageant leurs expériences de terrain. Ce moment d'apprentissage a contribué à renforcer les réflexes de prévention et à harmoniser les pratiques autour des normes

d'hygiène. Par cette initiative, la direction du CHU réaffirme sa volonté de faire de l'hygiène un axe stratégique majeur pour la sécurité des patients et des soignants.

En clôture, la professeure Messaïd a souligné que la prévention ne doit pas être perçue comme une obligation ponctuelle, mais comme une culture à intégrer dans chaque geste du quotidien hospitalier. Elle a également encouragé la pérennisation de ces formations pour ancrer durablement une approche proactive face aux risques infectieux.

J. Boukraa

Un réseau criminel démantelé 97 pièces archéologiques saisies

Un réseau composé de trois individus impliqués dans une affaire de contrebande de pièces archéologiques a été démantelé par les éléments de la Brigade chargée de la protection des biens culturels relevant du Groupement de la gendarmerie d'Oran. L'enquête a été ouverte à la suite de l'exploitation d'informations indiquant qu'un individu commercialise de manière illé-

gale des pièces archéologiques via les réseaux sociaux. Ainsi, les recherches enclenchées ont permis aux enquêteurs d'arrêter trois individus âgés entre 40 et 54 ans. Les mis en cause activaient entre les wilayas de Mascara et Oran. Pas moins de 97 pièces archéologiques ont été saisies. Celles-ci datent de l'époque romaine, ottomane et aussi de la période de l'Emir Abdelka-

der. Un véhicule a été aussi saisi. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la lutte contre les crimes d'atteinte au patrimoine national. Au terme des procédures légales, les trois suspects ont été présentés devant le Tribunal d'El Othmania pour vente illégale de pièces archéologique appartenant au patrimoine culturel.

K. Assia

Le ministre de la Jeunesse à Oran Les camps d'été de cette année seront exceptionnels

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la Jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a affirmé, jeudi soir à Oran, que les camps d'été de cette année seront exceptionnels et différents des éditions précédentes. Lors du lancement d'un exercice de simulation du fonctionnement et de l'organisation des centres de vacances et de loisirs pour la Jeunesse, saison estivale 2025, organisé au village méditerranéen de Belgaid (Bir El Djir), en présence de la Déléguée nationale à la Protection de l'enfance, Mme Meriem Cherfi, le ministre a souligné que l'édition 2025 des camps d'été sera marquée par une nouvelle dynamique. Elle vise à offrir aux enfants issus de la diaspora algérienne ainsi qu'à ceux venant de 40 wilayas

du pays, des moments de loisirs de qualité. Il a précisé que « de nombreuses réformes structurelles ont été apportées aux camps afin d'assurer une expérience de qualité. Cela inclut une préparation anticipée, la numérisation du secteur, l'élaboration d'un projet éducatif, ainsi qu'une formation spécialisée des encadreurs. Nous arrivons aujourd'hui à la phase de simulation, une étape décisive pour évaluer notre degré de préparation à la mise en œuvre de ces nouveautés ».

Ce cadre est également, selon lui, une opportunité pour inculquer des valeurs aux jeunes, telles que l'esprit de citoyenneté, le sens civique, l'entrepreneuriat, ainsi que le développement de compétences clés comme le leadership, la communication,

le dialogue et l'autonomisation.

De son côté, Mme Cherfi, a souligné que son instance participera aux camps, afin de faire connaître aux enfants tous les mécanismes mis en place par l'Etat pour la protection de leurs droits. A noter que cet exercice de simulation, organisé sur trois jours, à l'initiative du ministère de la Jeunesse, a réuni environ 1.000 participants issus de différentes wilayas du pays, dont des animateurs, directeurs de camps, intendants, maîtres-nageurs, médecins, psychologues et autres intervenants.

Ce rendez-vous constitue également une occasion de présenter les différents ateliers qui seront proposés dans les camps d'été 2025, selon les organisateurs.

Saison estivale La Brigade cycliste de la police déployée sur le terrain

K. Assia

En prévision de la saison estivale et afin de renforcer le dispositif de sécurité, la sûreté d'Oran vient de déployer sa brigade cycliste dite brigade VTT, relevant du service de la sécurité routière. Ainsi, cette brigade opérationnelle tout l'été va renforcer la couverture sécuritaire dans les différents espaces publics, à l'exemple des esplanades, des aires de détente, des aires de jeux entre autres. Le but de ces patrouilles

cyclistes est de renforcer le sentiment de tranquillité chez le citoyen, notamment dans les espaces très fréquentés en cette saison d'été. Il est aussi question d'assurer une présence sur le terrain et de prévenir toute forme de criminalité. Les fonctionnaires de la police patrouilleront en vélo dans les milieux urbains jusqu'à des heures tardives de la nuit, une action saluée par la population et surtout les touristes qui afflueront à Oran à l'occasion de la saison estivale.

Mers El Hadjadj : un noyé repêché

Les services de la Protection civile sont intervenus avant-hier soir pour repêcher le corps, sans vie, d'un jeune homme de 24 ans, victime d'une noyade sur la Grande Plage dans la commune de Mers El Hadjadj,

relevant de la daïra Bethioua. Le corps a été évacué vers le service de médecine légale de l'hôpital local. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes du drame.

Aïn El Turk : un mort et cinq blessés dans un accident de la route

Un grave accident de la route s'est produit avant-hier après-midi sur la route nationale n°2, au niveau de la commune d'El Mars El Kebir, dans la daïra d'Aïn El Turk. Une camionnette a fait une chute dans un ravin, causant la mort d'un homme âgé de 45 ans. L'intervention des équipes de la

Protection civile a également permis de porter secours à cinq personnes blessées, qui ont été prises en charge sur place avant d'être transférées vers l'hôpital de proximité. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de l'accident.

J. B.

Douanes - ANP : près de 5 kg de kif saisis et 3 individus arrêtés

Dans le cadre de la lutte contre le trafic des stupéfiants, les éléments de la Brigade mobile des douanes, relevant de l'Inspection divisionnaire des douanes Oran extérieur sont parvenus, en collaboration avec les services de l'ANP de la 2^{ème} Région militaire à mettre la main sur une quantité

de 4,940 kg de kif traité. Cette opération a permis également de saisir deux véhicules et d'arrêter trois individus impliqués dans cette affaire de détention de stupéfiants. Les mis en cause ont été remis aux Services de sécurité pour le complément de l'enquête.

K. Assia

Suite à une vidéo sur les réseaux sociaux : l'auteur du vol du portable à l'arrachée arrêté

Suite à l'exploitation d'une vidéo circulant sur les réseaux sociaux et montrant un individu en train d'arracher un téléphone à un automobiliste, en plein encombrement routier, les éléments de la Brigade de la gendarmerie d'Aïn el Turk sont parvenus à mettre hors d'état de nuire l'auteur de ce vol. En effet, une plainte a été déposée par la victime et l'incident s'est produit au niveau de la RN 2, à hauteur de la localité de Mers el Kébir lorsqu'un individu

profitant de l'embouteillage a fait irruption et a violemment arraché le téléphone à un automobiliste. Une scène qui a été vite diffusée sur les réseaux sociaux. Ainsi et suite à la plainte déposée par la victime et l'exploitation de la vidéo, les gendarmes ont réussi en un laps de temps à identifier l'auteur et à l'arrêter. Âgé de 33 ans, il a reconnu les faits retenus contre lui. Il a été présenté au Tribunal d'Aïn el Turk pour vol à l'arrachée.

K. Assia

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Hamou Mohamed, 68 ans, Cité Petit
Rabhi Ghaït Benaouda, 2 jours, Tiaret
Bouadi Fatima, 65 ans, Choupot
Karim Abderrezak, 83 ans, Seddikia

Horaires des prières pour Oran et ses environs

25 dhou el hidja 1446

El Fedjr 03h59	Dohr 13h05	Assar 16h55	Maghreb 20h26	Icha 22h05
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Relizane

Campagne pour rationaliser la consommation d'électricité

La Direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) de Relizane a lancé, jeudi, une campagne de sensibilisation sur la rationalisation de la consommation d'électricité pendant l'été, selon la même direction.

Cette campagne, qui devra se poursuivre jusqu'à fin août prochain, est placée sous le slogan "Rationaliser notre énergie, une garantie pour notre avenir", dans le cadre de la mise en œuvre sur le terrain du programme élaboré par la Direction générale de l'entreprise, ciblera toutes les communes de la wilaya, fournissant des conseils et des orientations pour une utilisation rationnelle de l'électricité, a précisé à l'APS le responsable de la communication, Bachir Charfi. La campagne axe sur deux volets, "les avantages de l'économie de consommation d'électricité pour les abonnés, afin de contribuer à la rationalisation de leurs dépenses", et "les méthodes permettant d'assurer le fonctionnement et la sécurité des installations électriques pour maintenir la continuité et la qualité des services fournis", a souligné la même source.

Les services commerciaux et techniques de Direction de distribution de l'électricité et du gaz de Relizane ont mobilisé des équipes sur le terrain pour mener à bien cette initiative, a-t-on encore détaillé relevant la distribution de brochures d'information et sensibilisation dans les espaces publics et commerciaux, l'organisation de rencontres de proximité dans divers quartiers, outre l'organisation des journées portes ouvertes et d'information, ainsi que l'animation d'émissions radiophoniques, a ajouté M. Charfi. Une coordination a également été établie avec la direction locale des affaires religieuses et des wakfs, afin d'impliquer les mosquées et les écoles coraniques et de contribuer à consolider la culture de rationalisation de la consommation énergétique, indique-t-on.

Le DSA a précisé qu'un rendement moyen de 15 quintaux à l'hectare est attendu, soulignant que "les agriculteurs cultivant cette oléagineux, ont acquis une expérience qui leur a permis d'élargir les superficies et d'augmenter la production par rapport aux campagnes précédentes".

Tiaret

Les agriculteurs encouragés à opter pour les cultures stratégiques

La campagne de récolte du colza oléagineux pour la saison agricole en cours a été lancée, jeudi dans la wilaya de Tiaret. "Les superficies emblavées en colza à travers la wilaya ont atteint 858 hectares, dont 750 hectares sont cultivés dans les six unités agricoles de production, tandis que 108 hectares sont exploités par des agriculteurs privés", a précisé le directeur local des services agricoles, Boualem Mekhaneg, lors des explications fournies au wali de Tiaret, Saïd Khalil, qui a supervisé l'opération du début de la récolte depuis l'unité agricole de production "Si Abdelkrim" dans la commune de Sebaïne.

Le DSA a précisé qu'un rendement moyen de 15 quintaux à l'hectare est attendu, soulignant que "les agriculteurs cultivant cette oléagineux, ont acquis une expérience qui leur a permis d'élargir les superficies et d'augmenter la production par rapport aux campagnes précédentes".

La récolte sera acheminée



vers l'unité d'élevage de Rahouia, dans la même wilaya, conformément à la convention qui lie cette structure aux exploitations agricoles.

Cette unité se chargera ensuite du transfert du produit vers des usines spécialisées pour sa transformation en huiles alimentaires, selon la même source. Une campagne de récolte du tournesol, cultivé sur une superficie de 200 hectares au niveau des unités agricoles de production, sera également

lancée dans les prochains jours. In situ, le wali de Tiaret a insisté sur la nécessité d'une utilisation optimale du processus technique, notamment au sein des unités de production, afin d'augmenter les rendements et d'encourager les agriculteurs privés à se tourner vers ce type de cultures stratégiques. Il a également souligné l'importance de recourir à l'irrigation d'appoint, compte tenu des facilités offertes par l'Etat dans ce domaine.

Tiaret

Quatre nouvelles spécialités pour la formation professionnelle

Quatre (4) nouvelles spécialités dans la formation professionnelle seront introduites, au titre de l'année de formation 2025-2026 dans la wilaya de Tiaret, selon le directeur local de la formation et de l'enseignement professionnels, Abdelmoutaleb Guit.

"Les nouvelles spécialités concernent l'informatique (option: développeur d'applications multiplateformes, avec un enseignement entièrement en anglais), la photographie, le transit et le dédouanement, ainsi que le garnissage et l'habillage de fauteuils et de chaises", a précisé M. Guit, lors d'une présentation faite devant la commission de wilaya de partenariat du secteur de la formation professionnelle, présidée par le wali de Tiaret,

Saïd Khalil. Le même responsable a indiqué que les établissements de formation de la wilaya, qui comprennent six instituts nationaux et 23 centres de formation professionnelle, offrent un total de 4.575 places pédagogiques, permettant aux jeunes de suivre une formation en adéquation avec leurs compétences et leurs préférences, grâce à l'encadrement et aux équipements disponibles. Il a également souligné que des comités composés de plusieurs organismes, sous la supervision des cadres du secteur, intensifieront les campagnes de sensibilisation afin d'informer les jeunes, notamment ceux des communes rurales, sur les avantages offerts par les instituts nationaux de formation.

Naâma

Une production de céréales «quasiment doublée»

Le coup d'envoi de la campagne moisson-battage pour la saison agricole 2024-2025 a été donné, jeudi dans la wilaya de Naâma, avec une production prévisionnelle de près de 140.000 quintaux de céréales, a-t-on appris du directeur des services agricoles (DSA), Cherouine Boudjemâa.

Le DSA a précisé, en marge du lancement de cette campagne depuis une exploitation agricole située dans le périmètre de "Dhayat Essouid", au chef-lieu de wilaya, sous la supervision du wali Lounès Bouzegza, que la superficie dédiée à la culture des céréales pour cette saison dépasse 5.000 hectares, dont environ 2.800 hectares consacrés à

l'orge et 1.100 hectares au blé dur avec un rendement devant dépasser les 40 quintaux à l'hectare. La superficie réservée au blé tendre s'élève à 300 hectares, tandis que 900 hectares ont été réservés à l'avoine et 20 hectares au triticale.

Il a ajouté que les prévisions pour cette saison annoncent une production quasiment doublée par rapport à la saison précédente, qui avait enregistré une récolte d'environ 65.000 quintaux, "grâce notamment à l'accompagnement qu'offre l'Etat, au soutien aux investisseurs dans la filière céréalière, à l'extension des superficies cultivées, aux récentes précipitations, ainsi qu'à l'encadrement technique fourni par les équipes de vulgari-

sation agricole, particulièrement en ce qui concerne les itinéraires techniques".

Pour sa part, le wali de Naâma a affirmé que toutes les mesures nécessaires ont été prises pour assurer le bon déroulement de cette campagne, notamment la préparation des infrastructures de stockage, dont un entrepôt de collecte à Mecheria d'une capacité de 130.000 quintaux, en plus d'autres points de collecte à travers plusieurs communes dont Aïn Sefra.

Le chef de l'exécutif local a également assuré de la mise à disposition de tous les moyens matériels nécessaires, notamment les moissonneuses-batteuses, les tracteurs et autres équipements.

Sidi Bel Abbès

Compétitions pour sélectionner les meilleurs projets innovants

La faculté de génie électrique de l'université "Djilali Liabes" de Sidi Bel Abbès a lancé des compétitions scientifiques visant à sélectionner le meilleur projet de fin d'études et la meilleure idée innovante, a-t-on appris, jeudi, de la cellule de communication de l'université.

Cette manifestation scientifique a connu une large participation d'étudiants et de chercheurs, dans le cadre des efforts déployés pour renforcer l'innovation et encourager l'esprit d'initiative parmi les étudiants. Des projets

de fin d'études ont été présentés dans différentes spécialités et évalués par un jury composé d'enseignants et d'experts.

L'événement a vu la présentation de 30 projets finaux, couvrant des domaines technologiques, environnementaux et énergétiques. Trois projets lauréats ont été sélectionnés sur la base de critères tels que la créativité, la valeur ajoutée et la faisabilité, selon la même source.

La cellule de communication a souligné que ces initiatives scientifiques "traduisent la vo-

lonté de l'université d'ancrer une dynamique d'innovation et d'ouverture sur l'environnement économique et social, en permettant aux étudiants de concrétiser leurs idées sous forme de prototypes développables".

Ces compétitions représentent également une opportunité d'évaluer l'efficacité de la formation pédagogique et pratique dispensée aux étudiants tout au long de leur cursus universitaire, tout en renforçant les liens entre l'université et le monde du travail, a ajouté la même source.

La saison s'anime

Un programme culturel et artistique riche et varié a été élaboré par la direction de la culture et des arts de la wilaya de Sidi Bel Abbès, à l'occasion de la saison estivale, a-t-on appris du directeur du secteur, Abdelhak Amer Benrahou.

"Ce programme comprend une série d'activités culturelles et artistiques destinées aux adultes et aux enfants", a précisé la même responsable relevant que des "Journées cinématographiques de l'enfant" seront organisées du 22 au 24 juin courant sous le slogan "Des petits yeux sur le grand écran", à l'initiative de la cinémathèque "Moksi" et en coordination avec le Centre algérien de la cinématographie (CAC).

Aussi, des projections de films d'animation, ainsi que des activités éducatives et d'animation sont également prévues, indique-t-on de même source.

Du 24 au 28 juin, des pièces de théâtre destinées aux enfants seront présentées par le Théâtre régional de Sidi Bel Abbès (TRSBA) dans la salle de cinéma "El-Amarna".

Par ailleurs, le Festival culturel local "Lecture en fête", dans sa 13e édition, se tiendra du 22 au 26 juin à la Bibliothèque principale de lecture publique "Moudjahid défunt Mohamed El-Kebbati" et au niveau du lac de Sidi Mohamed Benali.

Le même responsable a, d'autre part, indiqué que la 15e édition du Festival culturel international de danses populaires "se déroulera du 9 au 15 juillet prochain avec la participation de troupes de dix pays", ajoutant que l'événement comprendra des soirées artistiques, des défilés folkloriques et divers ateliers.

Le Festival culturel national de la chanson raï est prévu, du 7 au 11 août prochain au théâtre

de plein air Saïm Lakhdar à Sidi Bel Abbès, à l'initiative du Commissariat du Festival et de l'Office national de la culture et de l'information.

Des activités culturelles diverses seront aussi organisées dans le cadre des échanges culturels entre wilayas, notamment une caravane artistique en provenance de la wilaya de Bordj Bou-Arredj qui sera accueillie, du 18 au 22 juillet prochain, en plus du départ d'une caravane culturelle artistique de Sidi Bel Abbès vers cette wilaya.

Enfin, les Journées nationales du film documentaire révolutionnaire sur la Révolution nationale seront organisées, en plus du lancement d'un concours de courts métrages sur le thème de la glorieuse Guerre de libération nationale, du 19 au 22 août prochain dans la salle de cinéma "Tessala", a-t-on fait savoir de même source.

Football-Mondial des clubs

Le Real Madrid tenu en échec par Al Hilal

La première surprise de la Coupe du monde des clubs est venue de Miami mercredi, où le Real Madrid prétendant au titre, d'abord emprunté physiquement puis laborieux dans le jeu, a été incapable de venir à bout d'une joueuse équipe d'Al Hilal (1-1).

Pour sa première à la tête des Merengues, Xabi Alonso n'a pas vraiment été gâté par ses joueurs, qui ont joué les 45 premières minutes à un rythme de sénateur et les suivantes avec plus d'envie mais sans imagination dans l'animation offensive, en l'absence de Kylian Mbappé forfait car diminué.

Le Real que je veux «prendre du temps» à prendre forme, a résumé l'entraîneur, ajoutant pour la défense de ses joueurs que «sous cette grande chaleur, il était difficile de mettre du rythme». Même sans Mbappé, meilleur buteur madrilène de la saison (43 buts en 56 apparitions toutes compétitions confondues), il ne faisait aucun doute sur le papier que Madrid prendrait le dessus sur ce modeste adversaire, qu'il avait déjà battu dans cette épreuve, alors réduite à sept participants, en finale de l'édition 2022 (5-3). Mais il n'en a rien été sur la pelouse du Hard Rock Stadium, paré de blanc par de nombreux supporters du Real et qui affichait complet.

Madrid n'a eu qu'une occasion de marquer dans les 45 premières minutes et Gonzalo Garcia, suppléant de Mbappé en attaque, a eu le mérite de la concrétiser sur un

centre de Rodrygo, après avoir été lui-même à l'initiative de la contre-attaque (34e).

On croyait alors le Real enfin lancé après une entame diesel, qui a tranché avec la suractivité des joueurs d'Al Hilal proches d'ouvrir le score à quelques reprises. Sergej Milinkovic-Savic (2e) a en effet buté sur Thibaut Courtois, Marcos Leonardo (9e) a vu sa reprise frôler le poteau, quant au Brésilien Renan Lodi, il a bien fait trembler les filets, mais en position de hors-jeu (19e).

PENALTY RATÉ POUR LE REAL

Autant d'avertissements sans frais, au moment de se désaltérer à la demi-heure. Lors de cette courte pause, il était frappant de voir Xabi Alonso quelque peu désemparé au milieu de ses joueurs, quand Simone Inzaghi bouillonnait d'énergie pour encourager les siens à continuer leur excellente entame.

Et le coach italien a eu raison, puisqu'en chipant le ballon à Raul Asencio dans la surface, Marcos Leonardo a été légèrement ceinturé par le défenseur madrilène. Le Portugais Ruben Neves n'a alors pas manqué de transformer le penalty égalisateur (41e).

Madrid était même tout heureux de rentrer aux vestiaires avec un score de parité, après que, dans le temps additionnel, Salem Al Dawsari a manqué le cadre d'un rien, au bout d'une action qui a encore



montré les largesses défensives de Trent Alexander-Arnold, souvent pris à défaut, côté droit.

En seconde période, les Madrilènes ont tout de même accéléré la cadence. Avec un brin de malchance, Arda Güler a touché la transversale après un centre de Vinicius, puis Gonzalo Garcia a vu sa tête repoussée à bout por-

tant par Yassine Bounou (46e). «J'ai aimé la réaction de l'équipe après la mi-temps, nous avons été capables d'impulser du rythme, de contrôler le jeu.

Mais il y eu a barre et le penalty...», a commenté Xabi Alonso. Dans le temps additionnel, alors que le Real continuait de buter sur la défense saoudienne, le

salut aurait en effet pu venir de la VAR, grâce à laquelle l'arbitre a vu un coup de coude de Mohammed Al Qahtani sur Gonzalo Garcia. Mais Federico Valverde a mal assuré sa frappe, repoussée par le gardien (90+2). Nul bien mérité pour Al Hilal et contre-performance tout aussi bien méritée pour le Real.

Battu par Botafogo
Le PSG redescend de son olymppe

Après son triomphe contre l'Atlético, le Paris SG est redescendu sur Terre en s'inclinant contre Botafogo (1-0) jeudi au Rose Bowl de Pasadena et va devoir gagner contre Seattle lundi pour rallier les huitièmes de finale du Mondial des clubs.

Le mélange de décontraction et de sérieux des Parisiens depuis leur arrivée à Los Angeles avait produit un excellent résultat contre l'Atlético (4-0) dimanche. Mais beaucoup moins jeudi, contre le club de John Textor, aussi propriétaire de Lyon, qui a dû savourer cette rare victoire contre son homologue Nasser Al-Khelaifi. Le PSG a étalé sa supériorité technique pendant la majorité du match, mais s'est aussi parfois embourbé dans la bataille physique que souhaitait Botafogo. Et c'est d'ailleurs à l'issue d'une série de duels

perdus dans le rond central que le PSG a été transpercé. Jefferson Savarino a subitement lancé en profondeur Igor Jesus, lequel a profité sur son tir d'une déviation de Willian Pacho pour tromper Gianluigi Donnarumma (36). L'une des deux ou trois seules situations de Botafogo sur tout le match.

De quoi agacer un peu plus les Parisiens, déjà frustrés de ne pas voir leurs dribbles et leurs passes récompensées par un but. Khvicha Kvaratskhelia et Désiré Doué, en particulier, ont multiplié les crochets sans que cela n'aboutisse à un but. La meilleure occasion parisienne est en fait survenue dès la 2e minute par le tir vers la lucarne opposée de «Kvara», magnifiquement détourné par John Victor. Gonçalo Ramos, titularisé pour la deuxième fois d'affilée en l'absence d'Ousmane Dembélé blessé, n'a que très peu

pesé, à l'exception d'un coup franc où il a failli provoquer un but contre son camp d'un défenseur adverse.

FRISSON

Et si Warren Zaïre-Emery et Seny Mayulu n'ont pas démerité, le placement sur le banc de Joao Neves et Fabian Ruiz s'est grandement fait sentir dans la construction et la récupération. D'ailleurs, Luis Enrique, se rendant compte que le match serait plus difficile que prévu, a fait rentrer les deux milieux dès la 55e minute, ainsi que Bradley Barcola pour son retour de blessure et Nuno Mendes. Paris a alors accéléré, notamment via un remuant Bradley Barcola.

Un coup franc très bien placé, tiré juste au-dessus par Kvaratskhelia, a fait passer un énorme frisson dans les supporters brésiliens, placés juste derrière le but (90+1). Mais globalement, l'équipe de Botafogo était suffisamment bien regroupée et disciplinée pour ne pas céder malgré les coups de boutoir parisiens, finalement peu nombreux. Et il s'en est même fallu de la vigilance de Willian Pacho (62e) et de Lucas Beraldo (67e) pour éviter un deuxième but des Brésiliens.

«Dans les compétitions courtes, il faut être là au bon moment, on ne l'a pas fait et on le paie», a regretté Luis Enrique. Cette défaite est la première du PSG depuis le 3 mai contre Strasbourg (2-1), avec une équipe alors encore plus remaniée. Elle vient quelque peu doucher l'enthousiasme immaculé qui entoure le club depuis son arrivée à «L.A.». Le dernier match de groupe à Seattle s'annonce un peu plus tendu, fût-il contre les Sounders, battus lors des deux premières journées. «C'est une compétition très courte, et on peut sortir très rapidement.

La Juve en Grande Dame face aux Emiratis d'Al-Aïn

La Juventus a fait le show mercredi à Washington, avec un 5-0 et autant de classes d'écart face à Al-Aïn, une victoire qui lui permet de prendre la tête du Groupe G du Mondial des clubs. Son statut de favori assumé, la Juve n'a laissé aucun répit aux Emiratis, elle qui veut redorer sa saison grisée par une petite quatrième place lors de l'exercice 2024-2025 du championnat italien. Dans une première période menée tambour battant, Kolo Muani, prêté par le PSG, a montré la voie aux Turinois. Le Français a envoyé d'une tête autoritaire le ballon au fond des filets, sur un centre de Costa (11e). Avec ses ailiers virevoltants, la Vieille Dame a enchaîné. Conceição a réalisé un festival dans la surface: crochet, frappe, efficace. Le Portugais Rui Patrício, dans les cages des champions d'Asie 2024 le temps d'une pige, est battu (21e). La pépite turque Yildiz y a mis du sien avec un tir à l'entrée de la surface qui a ricoché sur le poteau avant de passer la ligne de but (31e). Kolo Muani a été élu homme du match grâce à son doublé 100% tricolore, avec la passe en profondeur de Khéphren Thuram. «KMN» n'avait plus qu'à conclure de l'extérieur du pied (58e).

MIEUX QU'AVEC TRUMP

Les joueurs de la Juve étaient en tout cas bien plus à l'aise sur la pelouse de la capitale que dans l'antre du pouvoir américain, la Maison Blanche.

Invités par Donald Trump, ils se tenaient là, droits comme des piquets derrière le président, quelques heures avant la rencontre.

Le républicain en a profité pour s'adonner à son activité préférée: commenter l'actualité (et le conflit en Iran) dans une conférence de presse improvisée. Le Portugais Conceição a vite effacé ce moment de gêne des mémoires d'une belle frappe croisée côté opposé pour lui aussi inscrire son doublé.

A 5-0, Al-Aïn, vaillant, a tenté de remonter dans une deuxième période bien entamée, avec des occasions franches mais jamais tranchantes.

Un seul ballon a terminé au fond des filets (46e) mais le hors-jeu a été sifflé. La Juventus, célébrée en fin de match par de longues minutes de ola dans un stade rempli, devance avec ce succès Manchester City dans le groupe G, vainqueur plus tôt dans la journée de Wydad Casablanca.

Les Italiens retrouveront les Marocains dimanche tandis que les Emiratis d'Al-Aïn iront tenter de titiller les Anglais le 23 juin, pour la deuxième journée du Mondial des clubs.

Ligue 1 (30^e et dernière journée) Le MCA tout près du sacre, suspense pour la deuxième place

M. Zeggai

La dernière journée du championnat de la Ligue 1, qui a débuté hier, s'achèvera cet après-midi avec le déroulement de cinq rencontres.

C'est aujourd'hui que l'on connaîtra officiellement l'identité du champion d'Algérie et les deux clubs qui rétrograderont à l'étage inférieur. En tête du tableau, le MCA et son merveilleux public ont rendez-vous avec l'histoire cet après-midi au stade du 5-Juillet.

En effet, les «Vert et Rouge» ont besoin d'un seul petit point face à son hôte du jour, le NC Magra, pour conserver leur titre, le neuvième de leur histoire. Toutes les conditions d'avant match s'annoncent nettement favorables au MCA face à une équipe du Nedjm qui est dans l'obligation de l'emporter, tout en espérant un nul ou une défaite de son concurrent direct, l'ES Mostaganem, à Blida devant le Paradou AC. Sauf miracle, le Doyen semble idéalement placé pour atteindre son objectif dans un match qui se jouera à guichets fermés. Pour sa part, le dauphin, le CR Belouizdad en l'occurren-



ce, ira à Béjaïa pour croiser le fer avec l'Olympique Akbou, qui a déjà assuré son maintien avant terme. Les Belouizdads sont condamnés à gagner pour composer leur billet pour la Ligue des Champions.

C'est l'indécision qui plane lors de ce match entre une équipe d'Akbou qui n'a rien à perdre et celle du Chabab, tenue par l'obligation de résultat puisque la JS Kabylie

de l'entraîneur allemand, Josef Zinnbauer, ne devrait pas éprouver de grandes difficultés à s'imposer à domicile face à l'ASO Chlef pour pouvoir récupérer la deuxième place, qualificative à la Ligue des Champions, en cas de contre-performance du CRB. Dans les autres matchs, le Paradou AC accueillera l'ESM dans un match «plat» dans la mesure où la situation semble favorable à l'Espérance pour son maintien. Enfin, le match devant opposer l'USM Khenchela au MC El Bayadh, initialement programmé hier, est reporté à aujourd'hui en raison de l'arrivée tardive du MCEB.

Aujourd'hui (17h45)

Béjaïa: O. Akbou ... - CRB
Stade du 5-Juillet: MCA - NCM
Stade Aït Ahmed: JSK - ASO
Blida: PAC - ESM
Khenchela (17h00): ... USMK - MCEB

La vie des clubs USM Harrach : Fin de mission pour l'entraîneur Osmane

M. Z.

On vient d'apprendre que le président de l'USM Harrach, Sofiane Touahria, a décidé de mettre fin aux fonctions de l'entraîneur Osmane Abderrahmane. Une décision qui a surpris plus d'un dans la meure où quelques jours avant le premier responsable de l'USMH avait pris attache avec le coach en question pour entamer les préparatifs de l'équipe pour la nouvelle saison. Notre source affirme que l'entraîneur en question n'a pas été payé depuis cinq mois et exige sa régularisation.

• CS Constantine: Vers l'augmentation du budget

Selon une source proche du club du Cirta, le conseil d'administration du CSC s'est réuni dernièrement. La tenue de l'assemblée générale de la société sportive est fixée au 30 juin prochain, alors qu'un accord a été accordé à été trouvé pour augmenter budget du club, telles sont les deux principales décisions prises lors de ce conclave au cours duquel les présents auraient officialisé le départ

• NAHD: L'ancien président du RC Arba pressenti à la tête du Nasria

L'ancien président du RC Arba, Fodil Benkedidah, est annoncé à la tête du NAHD. Selon nos informations, la décision sera officialisée lors de la prochaine assemblée générale électorale. Selon certaines indiscretions, l'intéressé semble bien parti pour prendre les destinées du Nasria. Affaire à suivre.

• Lotfi Amrouche à l'Olympique Akbou ?

Selon certaines rumeurs, l'Olympique Akbou est en contacts avancés avec Lotfi Amrouche, l'ex-driver du MCEB. Il semble que les deux parties auraient trouvé un terrain d'entente et il en reste que la signature du contrat. Nos sources affirment que le nouvel entraîneur de l'O Akbou s'occupera même du re-

crutement estival en prévision de la saison prochaine.

• Test antidrogue négatif exigé avant le début de la saison prochaine

Le président de la FAF, Walid Sadi, a annoncé que son instance exigera, à partir de la saison prochaine, un test antidrogue négatif pour la délivrance des licences aux joueurs. «À partir de la saison prochaine, nous exigerons un test négatif à la consommation de drogue avant la délivrance de la licence au joueur», a-t-il déclaré, avant d'ajouter, «Les drogues sont devenues un fléau qui menace notre jeunesse, y compris les sportifs. Les chiffres sont préoccupants et nous voulons préserver un environnement sportif sain». Le président de la FAF a précisé que la FAF «ne compte pas se limiter à un contrôle unique en début de saison» et que des comités de contrôle «mèneront des visites inopinées dans les centres d'entraînement des clubs pour prélever des échantillons. Ces contrôles concerneront non seulement les joueurs, mais aussi les entraîneurs et les arbitres», a-t-il ajouté.

CHAN-2025 Le groupe de l'Algérie domicilié à Kampala

L'équipe nationale de football A', composée de joueurs locaux, versée dans le groupe C au Championnat d'Afrique des nations CHAN-2024 (reporté à 2025) (2-30 août), jouera ses matchs à la phase de poules, au Mandela stadium de Kampala (Ouganda), a annoncé la Confédération africaine. L'Algérie affron-

tera l'Ouganda, l'un des trois pays hôtes du tournoi, le Niger, la Guinée, et l'Afrique du Sud.

La CAF en consultation avec les trois nations qui accueilleront le CHAN: Kenya, Tanzanie et Ouganda, a dévoilé les sites qui accueilleront le match d'ouverture, le match de classement pour la troisième place,

et la finale.

Le stade Benjamin Mkapa de Dar Es-Salaam accueillera le match d'ouverture, le 2 août 2025. Le Mandela Stadium de Kampala, a été désigné pour accueillir le match pour la troisième place, alors que le stade Kasarani de Nairobi accueillera la finale de la compétition, le 30 août prochain.

Compétitions africaines interclubs La CAF fixe les dates pour la saison prochaine

La commission des compétitions de la Confédération africaine de football (CAF) a fixé les dates des compétitions interclubs (Ligue des cham-

pions et Coupe de la Confédération) de la saison 2025-2026.

La Confédération africaine de football informe également que le délai

d'engagement sera prolongé au 31 juillet 2025 au lieu du délai réglementaire du 30 juin 2025, au vu que la saison interclubs commence en septembre.

Les dates des compétitions interclubs

1er Tour préliminaire:	19-21 septembre (aller)/ 26-28 septembre (retour)
2e Tour préliminaire:	17-19 septembre (aller)/24-26 septembre (retour)
Phases de groupes:	
1ere journée:	21-23 novembre
2e journée:	28-30 novembre
3e journée:	23-25 novembre
4e journée:	31 janvier -1 février 2026
5e journée:	6-8 février
6e journée:	13-15 février
Quarts de finale :	13-15 mars (aller)/ 20-22 mars (retour)
Demi-finales :	10-12 avril (aller)/ 17-19 avril (retour)
Finale : entre le 8 et 24 mai.	

Mercato des Algériens de l'étranger Benfica en discussions avec Hadj Mioussa pour remplacer Di Maria

C'est l'international algérien Hadj Moussa qui est pressenti pour remplacer Angel Di Maria à Benfica. Après qu'il a annoncé son départ après la Coupe du monde des clubs qui se déroule actuellement aux États-Unis, Benfica cherche un successeur à Di Maria (37 ans). Le club lisboète aurait à ce titre jeté son dévolu sur la révélation du dernier exercice d'Eredivisie, Anis Hadj Moussa. Lailier de 23 ans a disputé 44 matchs pour sa première saison à Feyenoord. Le tout agrémenté de 11 buts et 6 passes décisives.

C'est surtout en Ligue des champions qu'il a laissé une forte impression en se muant en bourreau de Manchester City, avec le premier but de la remontada 3-3. Selon la presse portugaise, Benfica aurait entamé les discussions avec le clan de l'international algérien.

L'état-major benfiquiste devrait d'ailleurs formuler une première offre très prochainement.

Si un tel mouvement se confirme, Hadj Moussa connaîtra son cinquième club en carrière après des expériences précédentes à l'Olympic Charleroi, le club de ses débuts, et à Vitesse. Il pourrait également participer à la Ligue des champions pour la deuxième fois de suite,

sachant que Benfica a terminé deuxième de Liga Portugal lors de la dernière édition.

• Zorgane veut changer d'air

Après quatre saisons sous les couleurs du Sporting Charleroi, Adem Zorgane semble plus que jamais sur le départ.

À 25 ans, le jeune algérien est arrivé à un tournant de sa carrière. Devenu capitaine du club belge et l'un des meilleurs récupérateurs du championnat, il attire aujourd'hui l'attention de plusieurs clubs européens, notamment le Royal Antwerp et Tottenham. L'international algérien a souvent exprimé son désir de franchir un palier. Cette ambition est partagée par son club, comme l'a confirmé un dirigeant du Sporting: «Zorgane est avec nous depuis quatre ans.

À un moment donné, il doit partir.» Un départ qui s'inscrit dans la nouvelle stratégie de Charleroi, axée sur la valorisation et la vente de ses cadres. Sur le marché, Zorgane est valorisé à près de 10 millions d'euros, un prix jugé accessible pour un joueur complet, jeune et expérimenté. Cette estimation a suffi à convaincre Tottenham d'observer de près ses prestations. En Belgique, l'Antwerp ne lâche

pas non plus l'affaire. Toutefois, son recrutement reste conditionné à certains départs. Reste désormais à savoir qui parviendra à convaincre les Zèbres : un cador belge ou un géant anglais ?

• Guendouz quitte le Persepolis pour un retour en Algérie

Le gardien international algérien Alexis Guendouz a décidé de mettre fin à son aventure avec le Persepolis FC. Le keeper a officiellement fait savoir à sa direction qu'il souhaitait changer d'air dès ce mercato estival.

Guendouz est conscient de l'importance de son temps de jeu et de son exposition pour conserver sa place dans le groupe de Vladimir Petkovic en vue des éliminatoires du Mondial 2026 et de la CAN 2025 au Maroc. Le portier algérien semble avoir compris les messages envoyés par le sélectionneur national. Selon plusieurs sources, l'international algérien envisagerait sérieusement un retour dans le championnat national.

Le MC Alger serait en pole position pour l'accueillir. Un retour en Algérie pourrait également permettre à Guendouz de retrouver rapidement ses repères avant les échéances cruciales qui attendent les Verts à l'automne.

Le Sud futur Eldorado

Plaidoyer pour une politique des grands travaux mobilisatrice

Par Chems Eddine Chitour

Depuis 1996, une tradition annuelle a été mise en place : organiser une Journée sur l'énergie Comme de tradition, la 29^e Journée de l'énergie (la 29^e) a eu lieu le 15 avril 2025 le thème fut : « L'Algérie de 2020-2035 le Sud futur Eldorado ». Ce thème est une réflexion sur l'avenir de l'Algérie et à la manière dont le Sahara peut jouer un rôle stratégique en tant que levier de rupture, de transformation, non pas fondée uniquement sur les ressources, mais sur l'intelligence, le savoir et une exploitation rationnelle et durable de notre potentiel. Il est aussi question de brassage des populations. À ce titre, une idée cardinale du Président : Le projet de train reliant Alger à Tamanrasset, Ce train, ce n'est pas seulement un levier économique puissant. C'est, aussi, un instrument de brassage culturel, humain et économique. Le Sahara, c'est notre futur.

En prenant exemple sur des pays qui ont réussi à mobiliser leur jeunesse, nous pourrions, développer le Sud et lui donner une dimension formidable en ce sens qu'il lancera sans conteste l'Algérie dans les pays qui aspirent à juste titre d'être des pays émergents. Il faut pour cela parler à la jeunesse constamment, lui expliquer les enjeux du Monde, l'informer des défis, des faiblesses et des forces du pays, le convaincre en définitive, ce sera le plus sûr moyen de rendre service à notre pays.

QUE SE PASSE-T-IL DANS LE MONDE ?

Le monde est de plus en plus dangereux et les amis et frères sont les ennemis de demain. Tout tourne autour d'un nouveau monde où les ressources vont dicter la politique et les relations entre Etats. Nous avons vu comment des civilisations millénaires ont disparu et sont devenues pour certaines des Etats ratés. Nous sommes dans un siècle où les armes classiques sont de moins en moins efficaces. Un adversaire invisible du fin fond d'une salle climatisée peut démolir le fonctionnement d'un pays en s'emparant des codes informatiques des centrales thermiques, des logiciels de planification et de régulation, des différents organes de fonctionnement d'un pays (armée aviation...). Cette guerre de quatrième génération fait appel à la maîtrise des nouvelles techniques reposant sur la technologie.

C'est de fait le défi principal du XXI^e siècle, engageant la sécurité mondiale et toute inadaptation à ces mutations isolerait encore plus le pays. Nous devons comprendre qu'il faut changer totalement de logiciel. Le monde est à la nanotechnologie, aux robots, à l'homme augmenté. La guerre classique fait partie de l'histoire. Les vrais combats sont ceux de l'intelligence. Les centres de recherche des armées recrutent des milliers d'ingénieurs et de docteurs. Nous devons tout faire pour sortir de la dépendance des convulsions d'un baril de pétrole dont nous ne maîtrisons ni les tenants ni les aboutissants, nous devons être déterminés comme vous ne cessez de le marteler monsieur le Président à nous battre avec les armes du XXI^e siècle.

LES RESSOURCES : NÉCESSITÉ D'UNE UTILISATION RATIONNELLE

Pendant 60 ans, nous avons principalement exploité les énergies fossiles - pétrole et gaz. De plus pourra-t-on continuer à subvenir aux besoins de la société avec une consommation énergétique croissante de 8% par an ? En 2035, nous serons 55 millions. Avec une exigence de niveau de vie toujours aussi importante. Nous ne pouvons pas continuer ainsi sans hypothéquer dangereusement l'avenir de nos enfants.

Cela suppose de rationaliser notre consommation énergétique. La solution, c'est de substituer progressivement l'énergie fossile par des énergies renouvelables. L'idée est de bâtir une stratégie nationale, avec des centrales solaires à grande échelle, capables de remplacer peu à peu les centrales thermiques à gaz. L'ambition est d'arriver, à l'horizon 2035, à un mix énergétique où 50% de l'énergie consommée soit d'origine renouvelable. C'est un objectif ambitieux mais réaliste. Il est essentiel de souligner que deux ministères concentrent chaque fois que nous installons une centrale solaire de 1.000 MW qui coûte environ 700 millions de dollars, nous épargnons près de 400 millions de mètres cubes de gaz.

Le deuxième thème qui a retenu les élèves ingénieurs est la stratégie des transports, ils ont montré que les trains électriques prévus vont nous épargner le diesel, mais aussi à terme il n'y aura plus des dizaines de camions qui sillonnent le Sud du fait du maillage par l'électricité solaire. Les économies d'énergie dans le tertiaire nous per-

mettront des économies importantes en moyenne des plaques électriques chauffantes permettront d'épargner 300 M3 de gaz par appartement L'une des priorités, c'est l'isolation thermique. L'avenir de l'Algérie est dans l'utilisation totale de l'électricité, dans une transition maîtrisée vers les énergies renouvelables, et dans une sortie progressive du gaz naturel.

Par ailleurs, le développement du Sud nous permettra de mettre en valeur tous les minéraux connus critiques. C'est pour nous une assurance pour le futur. L'avenir donnera encore une meilleure visibilité à l'Algérie pour le développement de ces métaux rares.

L'ALGÉRIE DE 2030 SE PRÉPARE : IL FAUT UNE UTOPIE MOBILISATRICE

Le pays est devant quatre défis sécurité alimentaire, sécurité énergétique, sécurité économique, cybersécurité et enfin sécurité technologique avec un système éducatif permanent. Il est important de tout mettre à plat et tracer un cap mobilisateur pour assurer un viatique aux générations futures et qui nous permette d'aller vers la sobriété énergétique et miser sur les énergies renouvelables en n'extrayant du pétrole et du gaz que ce qui est strictement nécessaire au développement. Nous pouvons réussir notre transition énergétique. Nous en avons les capacités, les compétences, les ressources. Ce qu'il nous faut aujourd'hui, c'est un sursaut national, une mobilisation à marche forcée autour d'un objectif clair : préserver nos ressources en gaz et en pétrole, et entrer pleinement dans l'ère de la transformation.

Le but est de montrer, que le Sud avec ce qui a été entrepris et surtout avec ses potentialités est pour notre pays une espérance. Pour être toujours en phase avec le mouvement du monde, nous avons le devoir de sortir des sentiers battus en proposant, constamment, des idées et des opportunités nouvelles, visant, en définitive, à entrer par la grande porte des pays émergents. Monsieur le Président dans ses différentes interventions nous invite, justement, à faire preuve d'imagination pour ne pas être pris dans le quotidien, alors que nous pouvons mieux faire. Dans ce cadre, il me semble que le Sud est le catalyseur de cette nouvelle vision de création de richesses par l'exploitation raisonnée des ressources, en descendant dans l'aval, comme ne cesse de le recommander monsieur le Président. Il ne s'agit plus de vendre nos matières premières à l'état brut, mais de transformer, de produire, de créer de la valeur ajoutée.

A terme, nous devrions être capables de vendre que des produits finis et non des matières premières. Ainsi, un baril de pétrole coûte trois fois moins cher qu'un baril d'essence ! De même la sidérurgie avec le rail seront une des conséquences de la concrétisation d'un rêve des années 60, celui d'exploiter le fer de Gara Djebilet et maîtriser ce faisant, toute la chaîne de valeurs. Un autre exemple concerne l'agro-industrie qui promet de faire du Sahara une corne d'abondance. Nous avons, et nous aurons, de plus les compétences, pour le faire. L'Algérie est déterminée à rejoindre le rang des pays émergents avec pour objectif d'atteindre un Produit intérieur brut (PIB) de 400 milliards USD d'ici la fin 2027. Cela ne se fera pas d'un coup de baguette magique, il faut de l'intelligence de la détermination et de l'endurance.

La marche à suivre est claire, si on veut créer une empathie et une synergie capables de mobiliser au sens le plus noble les citoyens d'un pays autour d'une utopie il faut faire preuve de conviction et de pédagogie. Des utopies nous en avons au sortir d'une guerre d'indépendance atroce. Nous pensions refaire le monde, l'espoir était à portée de main. Avec le président Boumediene et la Révolution induite par le 24 février et qui a fait la mobilisation sur les chantiers du développement avec la Transsaharienne, le barrage vert, les 1.000 villages agricoles, le développement de l'outil du raffinage et la pétrochimie,

Le moment est venu de passer à un autre challenge, celui de provoquer une rupture pour sortir de la zone de confort et entamer une révolution capable de réveiller l'énergie et l'intelligence des jeunes. Le Président restera dans l'histoire avec la révolution de l'électricité verte, l'hydrogène vert et la locomotion électrique. D'une façon équivalente avec le 24 février 1971, quand le président Boumedienne annonçait à la face du monde : «Karama taemime elle mahroukate», ce fut une u-

pie mobilisatrice. Les jeunes du service national étaient envoyés sur les chantiers du développement. Ce fut Hassi Messaoud, Hassi Rmel pour le pétrole et le gaz, la Transsaharienne, le barrage vert, les 1.000 villages à construire.

POLITIQUE DES GRANDS TRAVAUX NEW DEAL CORPS DES PIONNIERS

Tous les grands pays ont un moment ou un autre mis en œuvre un contrat avec les citoyens. Ce fut le cas du Brésil dans le défrichage de l'Amazonie, de la Chine qui a fait verdoyer le désert avec 600.000 employés. De même dans les années 1930, les États-Unis ont connu une très grave crise touchant plus de 30% de la population active et particulièrement les jeunes. Le président Franklin Roosevelt a créé un mouvement de mobilisation des Jeunes dans le cadre du New Deal. Le Civilian Conservation Corps (CCC) a été lancé en 1933, Roosevelt eut l'idée d'utiliser l'énergie des jeunes. Il a demandé au Soil Conservation Service, au corps des ingénieurs de l'armée, et à d'autres services, de dresser la liste des travaux à entreprendre ; nombre de jeunes y ont appris un métier, l'encadrement militaire s'y est entraîné à la mobilisation de masse, et pour beaucoup ce fut la révélation d'une vocation profonde et durable au service d'autrui. Ces jeunes étaient tous volontaires Ils étaient payés un dollar (de l'époque) par jour. S'ils avaient une famille, une partie de cet argent lui était expédié ». (1)

Roosevelt a dû faire appel à l'armée, seule institution capable d'encadrer très rapidement les jeunes. Quant aux travaux, ils étaient choisis et supervisés par des civils dans les départements de l'Intérieur et de l'Agriculture. Le contrat de coopération est devenu la méthode de choix. On dit que la moitié des arbres plantés dans le pays depuis la guerre d'indépendance américaine l'ont été par le CCC. À la fin de leur séjour au camp, les jeunes gens bénéficiaient-ils de l'aura d'une première expérience professionnelle lorsqu'ils s'en allaient et recherchaient un emploi, le fait d'avoir travaillé au camp était plutôt bien vu : ils avaient appris un métier sous le contrôle de professionnels de premier ordre (1).

« L'expérience américaine du Civilian Conservation Corps (C.C.C.) a réussi car en réalité ce n'est pas un problème économique, il faut trouver un rêve une utopie, l'équivalent de la conquête de la nature américaine. Il y avait un rêve : la conquête de la nature américaine, et un mode d'organisation : l'armée c'est-à-dire une école de commandement qui s'est avérée très utile ensuite pendant la guerre. Pour que les gens soient heureux de participer à ce genre d'activité, il y a beaucoup de conditions à réunir. Il faut non seulement un rêve qui tire, mais aussi des modes d'organisation qui inspirent confiance ». (1)

« Par analogie avec le CCC, l'Algérie pourrait mettre sur pied l'Armée du Développement National (ADN) adapté aux réalités sahariennes. Une sorte de Service National du XXI^e siècle pour faire du Sud un eldorado et qui pourrait être la pierre angulaire d'une politique ambitieuse de grands travaux pour structurer et développer le Sud algérien. L'objectif est de mobiliser une main-d'œuvre jeune et volontaire pour :

Des villes nouvelles pourront être érigées sur le tracé In Salah-Tamanrasset, avec les utilités en électricité verte, avec la disponibilité de l'eau de la fibre optique, toutes les conditions sont réunies si on sait attirer les jeunes en mettant à leur disposition des habitations qui respectent le climat du Sud en terme de condition de vie. Développer les infrastructures de transport (routes, chemins de fer, aéroports). Lutter contre la désertification et développer l'agriculture adaptée au climat aride. Valoriser les ressources minières et industrielles du Sahara. Et créer un écosystème économique durable, attirant investissements et entreprises.

Ce programme pourrait structurer durablement l'Algérie en combinant formation, industrialisation, et aménagement du territoire, tout en impliquant la jeunesse dans un projet national ambitieux. Mettre en place une politique de grands travaux pour le développement du Sud algérien est non seulement possible, mais pourrait être un levier stratégique pour structurer l'économie et l'aménagement du territoire. ce modèle- peut servir de base pour mobiliser la jeunesse, dynamiser l'économie et bâtir des infrastructures essentielles. 'ADN couplé à une politique de grands travaux, permettrait :de créer un véritable bassin économique et industriel au Sud. De fixer les po-

pulations et d'attirer les investissements. D'assurer une autosuffisance énergétique et alimentaire. De moderniser les infrastructures et connecter le Nord et le Sud. De mobiliser la jeunesse dans un projet structurant et valorisant.

POUR UN SYSTÈME ÉDUCATIF EN PHASE AVEC LA RÉALITÉ DU MONDE

Naturellement pour réussir ce challenge de l'épanouissement du Sud tout est lié à l'éducation. Au risque de me répéter, la réussite du pays est liée à l'éducation et l'investissement dans les disciplines technologiques avec au départ des bacheliers mathématiques en quantité et en qualité. C'est un véritable aggiornamento que nous devons mettre en place pour aller à la connaissance, enseigner à nos enfants la rationalité scientifique. Nous avons proposé la mise en place d'ici 2030 de 50 lycées d'excellence en mathématiques.

Nous devons aussi réhabiliter les formations d'ingénieurs pour arriver à 50.000 ingénieurs par an à partir de 2030. Nous ambitionnons de rentrer dans le monde des BRICS comme pays émergent, sait-on qu'en Iran 25% des étudiants vont dans les disciplines technologiques. Entre 2000 et 2020, en Chine, le nombre d'ingénieurs est passé de 5,2 millions à 17,7 millions. Ce sont donc des milliers d'ingénieurs et de techniciens qu'il faut former pour prétendre devenir un pays émergent. Un pôle pivot au Sud à In Salah permettra de créer un écosystème de formation et de recherche dédié au Sud.

CONCLUSION

La citation de Saint Exupéry résume ce désir de contribuer, de faire œuvre utile en s'attachant non pas au détail mais à la grandeur de l'œuvre à réaliser. En l'occurrence la conquête pacifique du Sud est avant une conquête des cœurs. Chose primordiale qui consolidera à la fois le désir d'être ensemble des Algérien (ne)s de toutes les régions du pays, mais aussi le désir de faire ensemble Mutatis mutandis, nous devons faire naître au sein de la jeunesse ce désir d'être utile et d'être acteurs de leur destin, ce désir de construire, de se sentir responsable de l'avenir du pays et ceci par des chantiers permanents.

Nous devons donner une nouvelle dimension à notre pays en misant sur le Développement du Sud pour en faire un Nouvel Eldorado ; l'histoire retiendra que sous la gouvernance de monsieur le Président, l'exploitation de Gara Djebilet est une réalité. La suite logique est d'exploiter le fer pour en faire de l'acier qui se vend 6 fois plus cher que le fer brut. Cette étape sidérurgique consacra l'autonomie en ce qui concerne l'acier qui intervient dans pratiquement toutes les structures qui vont des équipements, à la voiture, et même l'industrie de l'armement.

Une autre victoire la mise en place de moyens de transports modernes tels que le rail est un autre challenge que nous devons gagner. Le rail ce n'est pas seulement le transport, c'est aussi un puissant levier pour le vivre ensemble. et pour le tourisme. Un rêve qui va se concrétiser : Alger à huit heures de Tam !! Nous réussirons quand chaque Algérien se sentira chez lui quel que soit le lieu où il se trouve de ce pays continent. Il nous faut retrouver cette âme de pionniers que l'on avait en mobilisant avec un cap. Imaginons que les jeunes se mobilisent dans le cadre du service national, véritable matrice du nationalisme et de l'identité, des jeunes capables de faire reverdir le Sahara, de s'attaquer aux changements climatiques, d'être les chevilles ouvrières à des degrés divers d'une stratégie énergétique et d'un développement de l'aval à la fois de la pétrochimie de la sidérurgie dimension qui a été négligée depuis plus de quarante ans. Nous devons adosser chaque mètre cube de gaz ou de pétrole vendu en amont à un investissement de l'acheteur d'une façon ou d'une autre dans l'aval. En définitive, il est connu que l'Algérienne et l'Algérien ne s'affirment que dans les défis où elles et ils donnent la pleine mesure de leur talent. Nous devons montrer que l'Algérie par son savoir, son histoire est capable de faire de belles choses.

*Professeur émérite -
Sénateur T.P. - Ancien ministre

1. Comment le Civilian Conservation Corps a mobilisé trois millions de personnes de 1933 à 1942<https://www.ecole.org/fr/download-seance-cr/154> Séance du 18 février 1997

Le Droit international : entre universalité proclamée et domination dissimulée

Par Khaled Chebli*

Le Droit international a longtemps été présenté comme l'ossature juridique neutre et universelle de la gouvernance mondiale. Il promettait d'unir les nations autour de principes partagés : souveraineté, non-ingérence, règlement pacifique des différends, respect des droits humains. Pourtant, à l'épreuve de l'histoire et de la géopolitique, cette façade normative laisse entrevoir un dispositif asymétrique, où la légalité est souvent synonyme d'intérêt stratégique, et la neutralité un alibi du pouvoir.

Ce n'est pas le droit international en soi qui est en procès, mais bien les discours qui prétendent à sa neutralité tout en occultant son enracinement historique dans des dynamiques de pouvoir inégales. Ce droit, tel qu'il a été codifié, interprété et appliqué, s'est formé au croisement de la colonisation, du libéralisme juridique et d'un universalisme euro-centré, qui continue aujourd'hui de légitimer certaines dominations sous le couvert de la légalité internationale.

Nous proposons ici une relecture critique de cinq piliers de ce discours dominant, non pas pour disqualifier le droit international en tant que champ normatif, mais pour révéler les logiques implicites qui le traversent : hégémonie épistémique, sélectivité, hypocrisie humanitaire, formalisme juridique et complacité institutionnelle.

I. UNE HÉGÉMONIE ÉPISTÉMIQUE CAMOUFLÉE SOUS L'UNIVERSALISME

Le Droit international n'est pas né dans un vide conceptuel. Il est le produit historique de la modernité européenne, dont les concepts fondateurs - souveraineté westphalienne, reconnaissance étatique, subjectivité juridique - ont été progressivement naturalisés, puis imposés comme cadres de référence universels. Cette prétention à l'universalité est au cœur du problème : elle marginalise les visions juridiques endogènes du Sud global, réduit les autres civilisations à des objets passifs de la norme et perpétue une hiérarchie cognitive.

Des auteurs comme Antony Anghie ont démontré comment les premières doctrines du Droit international, à commencer par la doctrine de la guerre juste, ont permis de justifier la conquête coloniale tout en la recouvrant de vernis juridique. Après la décolonisation, les États nouvellement indépendants n'ont pas été invités à redéfinir les fondements de ce droit : ils ont été intégrés dans un ordre juridique prédéfini, fondé sur des structures normatives étrangères à leurs trajectoires historiques.

II. LA SÉLECTIVITÉ : UNE APPLICATION À GÉOMÉTRIE VARIABLE

L'une des critiques les plus récurrentes du Droit international concerne sa mise en œuvre différenciée. L'égalité souveraine des États est un principe cardinal du système onusien, mais dans la pratique, certains États sont traités comme juridiquement inviolables tandis que d'autres subissent une surveillance accrue, voire des interventions coercitives.

Le cas du conflit israélo-palestinien est symptomatique : malgré plus de 30 résolutions onusiennes condamnant l'occupation, la colonisation et les violations systématiques du droit humanitaire, aucune mesure contraignante n'est activée. À l'inverse, des États comme l'Irak, la Libye ou la Serbie ont été

Démantèlement des fondements du discours du Droit international : entre légitimité formelle et domination réelle.

À l'heure où les principes du Droit international sont invoqués dans tous les conflits - de Gaza à l'Ukraine, en passant par le Sahel -une question cruciale s'impose : ce droit est-il réellement universel et impartial ou bien est-il façonné par les intérêts des puissants ? Derrière le vernis des résolutions et des traités, une réalité plus sombre se dessine, faite de sélectivité, d'ingérence et d'impunité. Ce texte propose une relecture critique des fondements idéologiques et pratiques du discours juridique international.

rapidement ciblés par des interventions militaires ou des sanctions au nom de la « légalité internationale ». Ce deux poids, deux mesures, mine la crédibilité de l'ensemble du système normatif international et installe un régime d'impunité sélective.

III. L'HUMANITARISME COMME NOUVEAU MASQUE DE L'INGÉRENCE

L'émergence du droit d'ingérence humanitaire dans les années 1990, et sa formalisation via la doctrine de la Responsabilité de Protéger (R2P), a été saluée comme une avancée normative majeure. Mais dans les faits, cette doctrine a été instrumentalisée pour justifier des interventions militaires dont les objectifs réels relevaient davantage du renversement de régimes que de la protection des civils.

La Libye, en 2011, illustre cette dérive : sous prétexte de prévenir un massacre imminent, une coalition a déclenché une opération militaire qui a entraîné la chute de l'État, l'effondrement institutionnel et le chaos régional. Aucun mécanisme de reconstruction ni de responsabilité post-intervention n'a été mis en place. Comme l'écrit Jean Bricmont, l'humanitarisme devient alors « un impérialisme moral », où la norme protège moins les populations que la légitimité des puissances.

IV. LE FORMALISME JURIDIQUE COMME ÉCRAN DE FUMÉE

Le Droit international, dans sa forme actuelle, privilégie la production normative (traités, conventions, résolutions) sur leur effectivité réelle. Il fonctionne comme une grammaire de la légalité déconnectée des mécanismes de contrainte et d'obligation.

Ainsi, des résolutions du Conseil de sécurité sont votées sans mécanisme de suivi, des traités sont signés sans garanties de justiciabilité, et des juridictions internationales se voient privées des moyens de sanctionner les violations les plus graves. Dans le cas de la Palestine, ce formalisme atteint un niveau absurde : des violations documentées du Droit international humanitaire, telles que les transferts de population ou les blocus, sont régulièrement dénoncées sans qu'aucune réponse juridique ne s'ensuive. Le droit fonctionne alors comme un miroir aux alouettes : il affirme des principes qu'il se montre incapable de faire respecter.

V. COMPLICITÉ STRUCTURELLE DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

Le Conseil de sécurité, la Cour pénale internationale, ou encore les Agences spécialisées des Nations unies sont souvent décrites comme des institutions indépendantes. Or, leur architecture reflète une hiérarchie héritée des rapports de force post-1945. Le droit de veto des cinq membres permanents du Conseil de sécurité transforme cette instance en organe d'arbitrage géopolitique où la légalité est suspendue aux intérêts stratégiques.

La CPI, quant à elle, fait l'objet de critiques récurrentes pour son biais contre les États africains et son silence face aux crimes commis par des puissances militaires majeures ou leurs alliés. Cette asymétrie de traitement alimente une méfiance croissante envers les mécanismes de justice globale, perçus comme les instruments d'un ordre sélectif et néocolonial.

CONCLUSION : POUR UN TOURNANT DÉ-COLONIAL ET EFFECTIF DU DROIT INTERNATIONAL

Il devient impératif de rompre avec l'illusion persistante d'un Droit international neutre, objectif et universel. Le constat critique que nous avons esquissé n'a pas pour vocation de disqualifier l'idée d'un ordre juridique global, mais bien de mettre en lumière les biais structurels et les impensés historiques qui en entravent l'équité. Le Droit international tel qu'il fonctionne aujourd'hui reflète davantage les rapports de force issus de l'histoire coloniale et de l'ordre mondial post-1945 que l'aspiration à une justice transnationale véritablement partagée.

La refondation de ce droit suppose un tournant dé-colonial, c'est-à-dire une démarche active de remise en question de ses fondements épistémologiques, de ses mécanismes institutionnels et de ses pratiques discriminatoires. Il ne s'agit pas simplement d'inclure davantage d'États du Sud dans les instances de décision, mais de reconnaître la validité et la richesse de leurs traditions juridiques, de leurs narratifs historiques et de leurs conceptions de la justice.

Pour amorcer ce tournant, plusieurs recommandations concrètes peuvent être formulées :

1. REFORMULER LES CURRICULA ACADÉMIQUES DU DROIT INTERNATIONAL

Les universités, particulièrement celles du Nord global, doivent désoccidentaliser l'enseignement du Droit international. Il s'agit d'intégrer dans les programmes les contributions intellectuelles venues d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et du monde arabe, qui proposent des visions alternatives de la normativité, de la souveraineté et des relations internationales. La pensée postcoloniale et les approches critiques comme le TWAIL (Third World Approaches to International Law) doivent occuper une place centrale dans la formation des juristes internationaux.

2. RÉFORMER LA GOUVERNANCE DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

Les mécanismes actuels de prise de décision au sein des organisations multilatérales, notamment le Conseil de sécurité de l'ONU, doivent être profondément réformés. L'abolition du droit de veto ou sa limitation, l'élargissement des sièges permanents à des puissances du Sud, et la transparence des procédures de nomination seraient des pas con-

crets vers une gouvernance plus équitable.

3. INSTAURER DES MÉCANISMES CONTRAIGNANTS D'IMPUTABILITÉ

Le Droit international ne pourra regagner sa crédibilité qu'en assurant la mise en œuvre effective de ses normes. Cela suppose la création de mécanismes indépendants d'évaluation et de sanction, capables de tenir pour responsables tous les États, y compris les plus puissants, lorsqu'ils violent le droit international humanitaire, les droits humains ou les principes de non-agression.

4. DONNER LA PAROLE AUX PEUPLES, PAS SEULEMENT AUX ÉTATS

Le Droit international reste essentiellement interétatique. Or, nombre de violations systémiques touchent directement les peuples - autochtones, réfugiés, populations sous occupation ou vivant dans des territoires non reconnus. Il est temps de renforcer la place des acteurs non-étatiques dans l'élaboration des normes : sociétés civiles, mouvements sociaux, peuples sans État doivent avoir une capacité normative accrue, dans une logique de démocratie juridique globale.

5. INSTITUTIONNALISER LA MÉMOIRE DES INJUSTICES HISTORIQUES

La reconnaissance des violences structurelles commises durant les périodes coloniales, les génocides ou les occupations militaires prolongées doit être intégrée à l'ordre juridique international, non comme un simple devoir mémoriel, mais comme un levier de réparation, de justice transitionnelle et de réconciliation. Cela suppose la création de tribunaux de vérité à compétence internationale et la reconnaissance du droit à réparation pour les anciennes colonies.

EN GUISE DE CONCLUSION

Un Droit international véritablement universel ne peut se construire sur les décombres de la domination. Il ne peut prétendre à l'impartialité tant qu'il continue d'être élaboré, interprété et appliqué selon les logiques d'intérêts géostratégiques et de hiérarchies héritées.

Il est temps de repenser ce droit comme un outil de résistance aux dominations, de protection effective des plus vulnérables et de régulation équitable de la mondialisation. Cette transformation ne viendra pas sans luttes - intellectuelles, politiques, institutionnelles - mais elle est nécessaire pour éviter que le Droit international ne se réduise, une fois de plus, à un langage sophistiqué au service des plus forts.

*Enseignant-Chercheur en Droit public à l'Université en Algérie - Membre du Laboratoire de recherche en droit, urbanisme et environnement - Faculté de Droit, université Badji-Mokhtar, Annaba.

Expulsés du Pakistan Des Afghans reviennent coûte que coûte

« Il n'y a aucun moyen de gagner sa vie en Afghanistan et les filles n'ont pas le droit d'aller à l'école, donc y rentrer, c'est condamner ma famille à mort », raconte à l'AFP Hayatullah, un Afghan de 46 ans qui témoigne sous un nom d'emprunt par peur des représailles.

Arrêté à Islamabad, la capitale dans le centre-nord du pays, et expulsé vers l'Afghanistan au poste-frontière de Torkham, dans la province occidentale du Khyber-Pakhtunkhwa, début 2024, il a fait un long détour pour revenir au Pakistan un mois plus tard.

Au poste-frontière de Chaman, au Baloutchistan, à quelque 800 kilomètres plus au sud, il a « payé un pot-de-vin pour passer comme tous les journaliers qui traversent régulièrement pour aller travailler de l'autre côté de la frontière ».

Sa femme et ses trois enfants - dont deux filles de 16 et 18 ans qui seraient privées d'éducation en Afghanistan, seul pays au monde à interdire l'école aux filles après le primaire - avaient eux échappé aux rafles.

Depuis, l'étau s'est resserré autour des près de trois millions d'Afghans du Pakistan et Islamabad assure que depuis le 1er avril plus de 200.000 d'entre eux sont rentrés volontairement ou non dans leur pays, -dont certains devenus clandestins du jour au lendemain quand leur carte de résidence a été annulée par les autorités.

EN AFGHANISTAN, «TOUT EST MORT»

Pour éviter d'être embarquée, la famille d'Hayatullah est partie pour Peshawar, le chef-lieu du Khyber-Pakhtunkhwa, peuplé majoritairement de Pachtoune, l'ethnie la plus importante d'Afghanistan.

« Ici, il n'y a pas le harcèlement policier qu'on subit à Islamabad », assure le père de famille.

La province, la seule du Pakistan tenue par

En près de deux ans, le Pakistan assure avoir expulsé plus d'un million d'Afghans. Mais ils sont nombreux à être revenus de leur pays que, souvent, ils n'avaient jamais vu, pour échapper au marasme afghan, la deuxième plus grande crise humanitaire au monde.



Durant quelques jours, il a tenté de voir ce qu'il pourrait faire dans un pays où 85% des habitants vivent avec moins d'un dollar par jour. Trois semaines plus tard, il a enfin trouvé une issue: « j'ai payé 50.000 roupies à un routier afghan », soit environ 150 euros, dit-il. Et il a pu utiliser la carte d'identité d'un de ses employés pakistanais pour retraverser la frontière.

Il a ensuite filé à Lahore, fait les valises de sa femme et de leurs deux enfants et ils sont partis à Peshawar.

« J'ai loué un magasin et lancé mon commerce de chaussures d'occasion, grâce à l'aide d'un ami de Lahore. Mon affaire marche bien et la police ne nous harcèle pas comme à Lahore », affirme-t-il à l'AFP.

« RÉINTÉGRATION DIFFICILE »

Combien sont-ils à être revenus? Difficile à dire, tant les chiffres sont rares.

Des sources gouvernementales, décidées à imputer les maux du pays aux partisans d'Imran Khan, assurent que des centaines de milliers d'Afghans seraient déjà de retour et installés au Khyber-Pakhtunkhwa. Des informations invérifiables de source indépendante.

Des défenseurs des droits des migrants au Pakistan disent aussi avoir eu vent de ces retours, mais assurent que leur nombre est très limité. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM), elle, se contente d'affirmer à l'AFP qu'elle a bien « connaissance du fait que des Afghans poussés à rentrer au pays ont ensuite choisi de repartir au Pakistan ».

Rien d'étonnant, poursuit Avand Azeez Agha, en charge de la communication de l'agence onusienne à Kaboul, car ces migrants sont renvoyés vers « des zones avec un accès limité aux services de base et aux opportunités d'emplois et de revenus ». « Les gens veulent des opportunités durables, or leur réintégration (en Afghanistan) est difficile ».

Le blues des jeunes Italiens Boom des loyers, salaires à la peine



A Milan, capitale économique de l'Italie, comme à Rome, les salaires et les loyers évoluent en sens inverse, si bien que les jeunes ont de plus en plus le sentiment que leur niveau de vie dégringole.

C'est le cas de Stefano. En déménageant à Milan après la fac et une formation en programmation informatique, le jeune homme de 26 ans pensait y trouver de meilleurs salaires qu'à Rome, sa ville natale.

Il déchantait: 1.500 euros nets par mois pour son premier poste, tout juste 2.000 ensuite lorsqu'il change d'entreprise, un salaire qui le place pourtant dans le top 10% en Italie.

Par souci de prévenir tout impact sur sa carrière, a fortiori car l'Italie est restée « un pays où l'argent est tabou », Stefano a demandé,

comme les sept autres personnes interrogées par l'AFP, que son prénom soit modifié.

A Milan, la ville la plus chère du pays, Stefano ne s'en sort pas avec son loyer qui grignote la moitié de son salaire. « Surtout quand mon propriétaire l'a augmenté de 30% d'un coup » lors la vague d'inflation post-Covid et de hausse des taux d'intérêts. Un phénomène alors généralisé dans la ville.

Au total, les loyers à Milan ont pris 20% entre janvier 2020 et janvier 2025, selon le site de location populaire en Italie Idealista, et même 40% à Rome.

Et les salaires n'ont pas suivi, l'Italie étant le pays de l'OCDE qui a le moins répercuté l'inflation récente. Les Italiens ont perdu presque 7,5% de leur salaire réel

entre 2021 et 2024, quasiment l'équivalent d'un mois de salaire par an.

PLUS PAUVRES QUE LES RETRAITÉS

Comme un million d'Italiens partis à l'étranger depuis 2013, Stefano a décidé il y a deux mois d'émigrer en Belgique. « Le montant de mes courses est resté le même, mais mon salaire a doublé en Wallonie », raconte le jeune homme qui dit avoir « zéro intention de retourner » dans son pays.

Davide, Milanais de 27 ans avec cinq années d'expérience dans l'informatique émarque à moins de 2.200 euros nets par mois. « Je sais déjà que je ne pourrai jamais m'offrir une maison ni à Milan, ni à Rome ».

« Les jeunes Italiens habitent longtemps chez leurs parents », jusqu'à 30 ans en moyenne selon Eurostat, « pas parce que nous voulons rester avec maman, mais parce que les salaires sont très bas! » estime Davide.

Avec des salaires dans la moyenne de ceux de la Roumanie, et inférieurs à ceux de Lituanie ou de la Slovaquie voisine, l'Italie détonne par rapport aux économies développées comparables. Selon l'OCDE, les salaires réels ont régressé depuis 1991; en France et en Allemagne, ils ont gagné plus de 30%.

Parmi les raisons souvent avancées: une productivité qui augmente peu à cause d'entreprises trop petites et présentes dans des secteurs à faible valeur ajoutée, comme le BTP et le tourisme, souvent qualifié de « pétrole de l'Italie ».

Les jeunes actifs souffrent particulièrement. « Il y a 30 ans, ils avaient légèrement plus de revenus que les retraités, aujourd'hui, alors qu'ils sont plus instruits, ils gagnent 13% de moins », rapporte Andrea Garnero, économiste à l'OCDE et co-auteur de « La Question salariale » (« La Question salariale »).

« De surcroît, les carrières sont plus lentes,

avec moins d'évolution, ce qui a relancé la fuite des cerveaux ». Selon les derniers chiffres de l'institut national des statistiques (Istat), deux fois plus de jeunes diplômés ont émigré hors d'Italie en 2022 que dix ans auparavant.

« L'IMMOBILIER COMPENSE LES BAS SALAIRES »

Après deux masters, Salvatore gagne 2.300 euros nets par mois dans la finance. « Pour vivre décemment avec les loyers de Milan et les impôts, il faudrait 3.000 euros: c'est presque impossible en Italie », juge le trentenaire, car les salaires sont très tassés et les hauts salaires rares, même pour les diplômés.

Andrea Garnero s'interroge: « comment se fait-il qu'avec cette situation, il n'y ait pas de mouvements sociaux massifs? C'est probablement dû en grande partie aux transferts intra-familiaux, notamment dans l'immobilier, qui compensent les bas salaires ».

Pour l'économiste, « beaucoup vivent dans de grands appartements familiaux en se contentant d'un salaire qui leur permettrait de vivre dans 10m² ailleurs ».

« Mais cela donne le narratif qu'il vaut mieux gagner sa vie en louant sur Airbnb l'appartement dans le centre qu'a légué mémé plutôt qu'en travaillant ».

A Rome, les boîtes à clés prisées des propriétaires d'Airbnb pullulent, malgré les opérations de la mairie. Selon des chiffres d'Airbnb, 4,5% des biens dans le centre historique de Rome sont dédiés à la location courte durée, 0,5% dans toute la métropole.

Les mairies, Rome la première, demandent plus de pouvoirs de régulation. Mais le problème est plus large qu'Airbnb: la construction de logements était à un niveau historiquement bas en 2023, moitié moins qu'en 2010, dans un pays où l'immense majorité des logements (93%) datent d'avant 2001, selon l'Istat.

2

10.55 Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal 13h00
12.20 13h15, le samedi
13.05 Au bout de l'enquête, la fin du crime parfait ?
16.00 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
17.00 Tout le monde a son mot à dire
17.35 N'oubliez pas les paroles
19.00 Journal 20h00
19.35 20h30 le samedi

20.10 Le concert de la Fête de la musique - En clôture de la France



En clôture de la France Music Week, semaine internationale pour la musique, le Concert de la Fête de la musique est donné dans le jardin du Carrousel. Sur scène, une programmation éclectique va porter un message de paix dans un spectacle réunissant 21 artistes français et internationaux. Ces derniers seront accompagnés de la Maîtrise Populaire de l'Opéra-Comique et de huit choristes gospel menés par Prisca Vua.

3

10.15 Des régions gourmandes
11.00 Enquêtes de région le mag
11.15 ICI 12/13
11.55 Mon côté sud
12.35 Samedi d'en rire
15.45 Le jeu des 1000 euros
16.25 Slam
17.05 Questions pour un champion
18.00 ICI 19/20 édition toutes régions
18.55 Tout le sport
19.30 Saveurs de saison

20.05 Meurtres à...



Série policière - France - 2023
Saison 10 - Episode 3/11
- Meurtres sur la Côte Fleurie
Avec Nicolas Gob, Xavier Robic, Flore Bonaventura, Philippe Résimont
Clément Royan est sollicité pour enquêter sur un meurtre. L'affaire prend une dimension particulière lorsque la victime se révèle être un ex-employé du casino dirigé par sa grand-mère, Denise. Issu d'une lignée prospère liée aux casinos, le capitaine Royan doit composer avec un dilemme, alors que de longue date, son choix de carrière policière le tient à distance de cette sphère familiale.

4

09.51 Bluey
09.59 Idéfix et les Irréductibles
10.55 Manger, bouger, dormir
11.06 Les as de la jungle à la rescousse
12.25 Un jour, une question
12.34 Belfort & Lupin
14.17 Batwheels
15.58 DreamZzz
16.32 Héros à moitié
18.10 Si tu tends l'oreille
19.55 Consomag

20.00 Souvenirs de Marnie



Film d'animation - Japon - 2014
Anna, 12 ans, est orpheline. Afin de soigner son asthme, ses parents adoptifs décide de l'envoyer au bord de la mer chez des parents éloignés. Sur place, en se baladant, l'adolescente très solitaire et introvertie, découvre une grande demeure abandonnée au cœur des marais, qui le soir venu, à marée haute, s'illumine et semble habitée. Un soir, elle y fait la connaissance Marnie, une étrange et mystérieuse fillette de son âge. Elles se confient les raisons de leur mal-être respectif.

5

09.10 Les routes de l'impossible
09.45 Silence, ça pousse !
11.40 Mozzarella, une vaste bufflonnerie ?
12.40 Félins des forêts de Thaïlande
13.35 Des trains pas comme les autres
15.30 Les routes de l'impossible
16.25 C dans l'air l'invité
16.40 C dans l'air
17.55 C l'hebdo
19.00 Vu
19.05 C l'hebdo la suite
20.00 Echappées belles

arte

TMC

09.05 Cuisines des terroirs
09.30 Fascinant Maghreb
14.40 Mel Gibson : A la folie, passionnément.
15.50 Invitation au voyage
16.30 Alsace, terre d'orgues
17.05 Lettonie, la magie du solstice d'été
17.50 Arte reportage
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
19.55 «Les quatre saisons» à Venise
20.45 Vivaldi, le génie des «Quatre saisons»
21.40 Les saisons de la danse

10.40 Quotidien
12.19 Petits plats en équilibre
12.25 MacGyver



15.20 Basket-ball : EuroBasket féminin
17.00 Nos chers voisins
17.30 Burger Quiz
20.10 Petits plats en équilibre
20.15 Columbo
22.05 90' Enquêtes



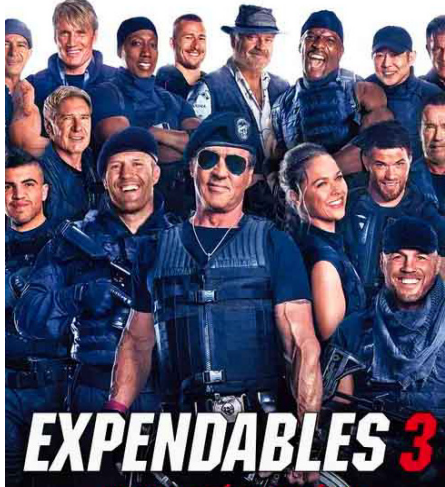
ACTION 19.50

KILL BILL : VOLUME 2

Film d'action - Etats-Unis - 2004
Avec Uma Thurman, David Carradine, Michael Madsen, Daryl Hannah
Après avoir éliminé, non sans mal, les impitoyables Vernita Green et O-Ren Ishii, la Mariée se lance à la poursuite des autres membres du clan de Bill. Quatre ans plus tôt, ce dernier avait provoqué un carnage aux noces de son ex-protégée. Pour parachever sa vengeance, elle doit encore supprimer Budd, devenu vendeur, et Elle Driver, la blonde à l'œil bandé. Ensuite, la Mariée pourra enfin s'attaquer à Bill lui-même. Elle peut compter pour cela sur les redoutables techniques de combat qu'elle a apprises par le passé, chez Pai Mei, maître en arts martiaux.

CINE + FRISSE 19.50

EXPENDABLES 3



Film d'action - Etats-Unis - Bulgarie - France - Allemagne - 2014
Avec Sylvester Stallone, Jason Statham, Jet Li, Arnold Schwarzenegger
Toujours lourdement armés et équipés, Barney Ross et son équipe d'Expendables organisent l'évasion d'un de leurs membres, Doc, emprisonné depuis huit ans. L'équipe enfin réunie se rend en Somalie pour une intervention musclée. C'est là qu'ils découvrent que Conrad Stonebanks, fondateur renégat du groupe est toujours vivant et impliqué dans un trafic d'armes. Une fusillade s'ensuit entre les Expendables et les hommes de Stonebanks.

CANAL+ GRANDECRAN 20.04

LE PARRAIN, ÉPILOGUE : LA MORT DE MICHAEL CORLEONE



Thriller - Etats-Unis - 1990
Avec Al Pacino, Diane Keaton, Talia Shire, Andy Garcia, Eli Wallach
En 1979, c'est l'heure des bilans pour Michael Corleone. Depuis des années déjà, il a renoncé aux activités illégales pour faire fructifier l'argent des siens dans des secteurs plus respectables, comme la banque ou l'immobilier, et a multiplié les donations aux bonnes œuvres. A l'aube de la soixantaine, Michael veut maintenant être réhabilité par la société et par l'Eglise. Il tisse donc des liens avec les banquiers du Vatican.

TÉLÉVISION

TF1

20.10 Le grand quiz



Présenté par Hélène Mannarino

Ce jeu regroupe en plateau cent-cinquante candidats divisés en trois catégories d'âges. Les enfants, parents et grands-parents sont soumis à cinquante-quatre questions qui mettent à l'épreuve leurs capacités de vivacité, de représentation spatiale, de logique, de connaissances, d'observation et de stratégie mentale. Les trois meilleurs concurrents de chaque catégorie s'affrontent en finale pour déterminer celui qui remportera les 12000 euros promis au gagnant.

6

20.10 The Rookie : Le flic de Los Angeles



Série policière - Etats-Unis - 2024
Saison 6 - Episode 1/10
- Contre-attaque

Avec Nathan Fillion, Shawn Ashmore, Lisseth Chavez, Mekia Cox
Les membres du LAPD cherchent à comprendre les raisons des violentes attaques dont ils ont été victimes. En parallèle, un certain Boyd Taylor braque la Réserve fédérale. Nolan se rend sur place mais, après une fusillade, les cambrioleurs parviennent à s'échapper.

CANAL+

20.05 Rugby : Top 14



- Bordeaux-Bègles / Toulon
A Lyon, Matthieu Jalibert et ses partenaires de Bordeaux-Bègles affrontent le vainqueur du match de barrage entre Toulon et Castres pour décrocher le billet pour la finale prévue le 28 juin prochain au Stade de France. Si la tactique et la condition physique comptent, les joueurs doivent également gérer au mieux la pression inhérente à ces matchs couperets. La saison passée, Bordeaux-Bègles s'était imposé de justesse (22-20) face au Stade Français pour rejoindre Toulouse en finale.

PLANETE +

TFX

W9

10.28 American Pickers, la brocante made in USA



13.25 Comme un Rolling Stone
15.31 Mystérieux objets
18.25 American Pickers, la brocante made in USA

08.45 Nicky Larson
09.15 Familles nombreuses : la vie en XXL
18.47 Petits plats en équilibre
18.50 Familles nombreuses : la vie en XXL
20.05 Petits plats en équilibre
20.10 Chroniques criminelles




09.10 Absolument stars
10.50 Scorpion
Série d'action - Etats-Unis - 2016
Saison 3 - Episode 11/25



Avec Elyes Gabel, Katharine McPhee, Robert Patrick, Jadyn Wong
16.30 La petite histoire de France



 **Poissons** 19-02 au 20-03

Vous ne mâchez pas vos mots lorsque vous avez des remarques à faire ! Vous devriez faire un peu plus attention.

L	P	E	T	N	O
---	---	---	---	---	---

FOUILLES N° 0200

RICHES, GALETTEUSES								
ARBRE FRUITIER								
		PART DU GATEAU CONFLIT						
	NOTE BETE A CORNES		TOURNEE DU SOLDAT US POSTE DE COMMANDEMENT		UNION DES 28		INFINITIF FAUX	
								POSSESSIF PEUR EXTREME
		GRECQUE SUD-EST OBTENUS			BIEN VENUS ATTACHERA			
			CRACK PRINCIPE DE VIE					
						MULTIPLIA PAR DEUX LE COEUR A PARLER		
LUTTE JAPONAISE TETE D'EPINGLE					PARESSEUX, RENVERSE CHOUJA APPRISE			
		EUROPE-ENNE PERE PRONOM						
			OBJECTIF RECU DE L'OR A LA MODE			PAPIER TOILETTE MISS FLEURS		
RONGEUR MALCHANCE SYMBOLE DE NOURRITURE							SUR LA BORNE DANS	
				ILS CHERCHENT TOUT LE TEMPS LA BAGARRE				DISENT BONJOUR, BONSOIIR GRANDE ECOLE

1	M	2	E	3	F	4	A	5	R	6	S
7	I	8	N	9	T	10	O	11	D	12	P
13	L	14	U	15		16		17		18	
19		20		21		22		23		24	

10 ERRORS



A. Pas démunie de ressources.
B. Article de pub. Eminence de la Révolution.
C. Vaut o sur quatre. Deux sur quatre.
D. Des nêfles ! Elle s'est fait avoir dans les deux sens. Pris la peine.
E. Noce de rio.
F. Mouvements de danse. Type de marque.
G. Un bout à tirer.
H. Exclamation. C'est à dire.
I. Japonais de naissance. Connu d'Eve et d'Adam.
J. Il prend toujours le train de nuit.

R	B	H	N	O	C	R	A	G	S	O	U	P	E	E
E	E	O	O	H	C	E	E	N	O	C	O	P	C	F
C	E	S	T	T	E	N	R	A	C	U	G	A	N	O
N	A	R	A	T	E	U	E	T	L	R	R	R	O	R
A	E	N	I	R	E	L	R	E	E	T	E	D	O	G
V	S	O	A	V	L	E	E	D	E	M	A	I	N	E
A	S	T	R	L	T	C	E	S	U	M	F	A	C	E
E	I	O	I	N	U	F	E	T	O	L	U	O	G	E
L	C	C	O	I	R	D	C	U	E	B	R	R	R	L
E	R	M	S	O	A	O	C	U	A	E	E	D	U	P
T	A	I	M	N	U	H	R	I	P	D	N	M	I	E
S	N	E	E	R	O	O	N	O	R	I	N	I	N	E
E	N	R	A	I	N	E	S	A	A	E	S	T	I	N
T	E	G	R	I	M	E	G	R	R	O	A	U	A	O
S	E	T	E	N	R	O	C	E	N	T	N	A	H	C

1 L	2 A	3 S	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

10	9	13	7	6	5	10	8	3	
9	5	5	9		2	9	5	9	3
13	6	9		7	8	3	9	2	6
6	12	9		1	9	8		6	5
9	4	5	9		3	11	16		9
6	9		14	16		4	5	7	4
1	5		4	9	15	7	8	11	3
2		10	9	4	2	14	9	9	
3	7	6	5	8	12	8	9	5	9
3	13		8	4		12		9	4
9	15	6	9		12	2	10	6	12
3		10	6	5	8	4	9	3	
	13		5	2		8		9	11
2	6	3	3	8	4	7	4		7
11	8	9		10	8	11	10	7	11

SUDOKU N° 9299

CODÉS N° 9299

Plus de 400 demandeurs d'asile secourus au large de la Crète



Plus de 400 demandeurs d'asile ont été secourus les dernières 48 heures au large de Gavdos, petite île grecque dans le sud de la Crète en Méditerranée orientale, a-t-on appris vendredi auprès des garde-côtes grecs. Une opération de sauvetage a eu lieu jeudi soir par la police portuaire grecque et l'agence européenne Frontex pour secourir 352 personnes à bord d'un bateau de pêche au large de Gavdos, selon la même source.

Selon l'Agence de presse grecque ANA (semi-officielle), l'opération a eu lieu à 30 mille nautiques au large de Gavdos, point de passage habituel ces dernières années des personnes venant d'Asie, d'Afrique ou du Moyen-Orient à destination de l'Europe.

Les rescapés doivent être transférés dans un centre d'accueil provisoire à Paleochora à La Canée en Crète où la procédure d'enregistrement et d'identification aura lieu. Jeudi matin, un autre groupe d'une quarantaine de migrants a été repéré sur une côte de Gavdos par les garde-côtes grecs.

L'Ukraine et la Russie annoncent avoir effectué un nouvel échange de prisonniers



L'Ukraine et la Russie ont annoncé jeudi avoir effectué un nouvel échange de prisonniers dans le cadre de l'accord conclu le 2 juin à Istanbul, plus de trois ans après le début de la guerre. Le nombre de militaires impliqués dans ce nouvel échange n'a pas été révélé, comme lors des précédents.

«Conformément aux accords russo-ukrainiens obtenus le 2 juin à Istanbul, un groupe de militaires russes est revenu du territoire contrôlé par le régime de Kiev», a indiqué l'armée russe dans un communiqué. Elle a également confirmé qu'un groupe «de prisonniers de guerre ukrainiens» avaient été remis en échange.

«Actuellement, les militaires russes se trouvent sur le territoire du Bélarus, où toute assistance psychologique et médicale leur est apportée», a précisé cette même source.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Niger : 34 soldats tués dans une attaque



Trente-quatre soldats nigériens ont été tués jeudi lors d'une attaque menée par «plusieurs centaines» d'hommes armés contre la ville de Banibangou, dans l'ouest du Niger, proche du Mali, deux pays minés par des violences jihadistes, a annoncé le ministère nigérien de la Défense. «Ce jeudi 19 juin 2025, une at-

taque lâche et barbare a été perpétrée contre Banibangou par une horde de plusieurs centaines de mercenaires à bord de 8 véhicules et plus de 200 motos», a indiqué le ministère dans un communiqué lu à la télévision d'Etat. Il déplore un bilan de 34 morts et 14 blessés qui ont été pris en charge et assure que des

«dizaines de terroristes» ont été tués dans la riposte.

«Des renforts ont été déployés sur zone» et «une opération aéro-terrestre de ratissage a été engagée afin de traquer les auteurs de cette attaque», précise-t-il. Le Niger, gouverné par un régime militaire depuis près de deux ans, est la cible d'attaques jihadistes récurrentes.

Les Etats-Unis refusent l'entrée à des joueuses sénégalaises

Les Etats-Unis ont refusé d'accorder des visas d'entrée à des joueuses sénégalaises qui devaient s'y entraîner, a déclaré jeudi le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko, ajoutant que le stage de préparation avait été annulé.

M. Sonko a posté un message sur Facebook dans lequel il indique avoir été «informé du refus d'accorder des visas à plusieurs membres de l'équipe nationale féminine du Sénégal de basket» et ajoute qu'il a demandé à son ministre des Sports d'annuler le stage d'entraînement de dix jours prévu aux Etats-Unis.

Ce refus de visas intervient alors que le président Donald Trump a décidé d'interdire l'entrée aux Etats-Unis des ressortissants de douze pays.

Le Sénégal fait partie de 36 pays supplémentaires auxquels cette mesure pourrait être étendue. L'équipe sénégalaise comptait se préparer pour l'Afrobasket qui a lieu en juillet en Côte d'Ivoire.

Les Etats-Unis doivent organiser la Coupe du monde de football en 2026 et les Jeux olympiques à Los Angeles en 2028.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

TOURISME, VOYAGE ET LEURS DENSITES DESOBLIGEANTES

xénophobie. Les courtes migrations touristiques se confondent presque avec celles forcées par le besoin et le désespoir et l'itinérance humaine à la recherche des plaisirs de la détente a pris une densité desobligeante. Chacun alors s'adapte selon ses disponibilités et ses humeurs pour orienter son cap vers lui-même au lieu de se diriger vers les autres pour que la communion humaine disparaisse.

Le beau et l'assurance ont été désagrégés partout dans les grandes

villes du repos par la multiplication des fusillades et les balles reçues par les vadrouilleurs innocents ne sont plus du ressort de l'inadvertance. Trop cher payé est le voyage achevé par une mort dans une terrasse de café. Paris, Londres, Istanbul et d'autres refuges de la méditation d'hier sont devenus des stands de tir pour les malfrats pour démontrer que la saleté des rues et des âmes ne sont pas là où on les croyait être.

Par la force et les contraintes, l'ère est au repli sur soi. La bienveillance et l'hospitalité ne sont plus de ce temps pour que le tourisme et les voyages ne soient plus disposés qu'à nourrir la peur et la méfiance. Probablement une haine des autres. Avec la crainte qu'elle ne devienne la haine de soi.

Corruption à Interpol: un ex-ministre de la justice moldave interpellé aux Emirats arabes unis



Un ancien ministre de la justice moldave et ancien président de la commission de contrôle des fichiers d'Interpol, qui est soupçonné d'avoir participé à l'effacement de notices rouges d'Interpol visant des criminels en fuite, a été interpellé aux Emirats arabes unis (EAU), a-t-on appris jeudi auprès d'une source proche du dossier.

Vitalie Pirlog a été «arrêté dimanche», a confirmé le ministère de l'Intérieur émirati dans un communiqué publié jeudi sur son compte Facebook. L'ex-ministre a été arrêté en vertu d'un mandat d'arrêt international délivré à son encontre par la France dans le cadre d'une enquête sur des faits de corruption au sein d'Interpol dont le siège est à Lyon (Rhône).